



# PCP-M

## La révolution est nécessaire, la révolution est possible 2008

**Texte des militants du Parti Communiste Politico-Militaire (PCP-M)  
au procès de Milan  
automne 2008**

Préambule

De la position où nous sommes, comme militants communistes prisonniers, nous nous sommes demandé quelle contribution donner au processus révolutionnaire, dans la perspective de la relance du mouvement révolutionnaire mondial, qui va en se développant, comme unique issue positive à la crise de l'impérialisme.

La condition de prisonnier est une limite précise à notre possibilité d'action, mais c'est aussi une inconfortable tribune pour faire entendre la voix de notre camp, le camp de la classe ouvrière, du prolétariat qui lutte pour le pouvoir. En de telles conditions, le champ de relation dialectique que nous pouvons investir, du point de vue de la pratique, est forcément restreint par la réalité carcérale.

Depuis le moment de l'arrestation nous nous sommes constamment mesurés avec les vexations de la prison. En particulier avec les longues périodes d'isolement, avec l'éloignement de plusieurs centaines de kilomètres des proches et de nos lieux d'appartenance, avec l'administration pénitentiaire intervenant même dans la dynamique du procès en imposant des transferts fatigants, entravant ainsi la relation avec les avocats, nous empêchant d'amener les documents politiques au tribunal, abusant de toutes sortes de censure.

Contre l'isolement, nous avons mené quelques grèves de la faim qui ont eu des résultats positifs; ce faisant nous nous sommes mis en relation soit avec d'autres mobilisations similaires au niveau européen, soit avec les détenus antagonistes dans les prisons italiennes, par exemple dans la mobilisation pour l'abolition de la peine à perpétuité. De cette façon s'est développée aussi la relation du mouvement extérieur, qui s'est exprimé en différentes formes de solidarité, avec nous et avec tous les prisonniers révolutionnaires.

Du point de vue politique plus général, par contre, c'est principalement l'essence même des révolutionnaires dans les prisons de pays impérialistes qui pose un problème de relation dialectique à l'ensemble du mouvement communiste international. Une relation dialectique que nous entamons, pour ce qui nous est possible de promouvoir. Conscients des problématiques qui se présentent dans la condition d'otages aux mains de l'ennemi de classe, mais surtout conscients que la fonction coercitive de la répression et de la prison, on ne peut l'affronter qu'en se repositionnant en tant que militants prisonniers à l'intérieur de la dynamique du processus révolutionnaire. La contradiction entre la condition de prisonniers et l'être des militants communistes actifs, s'ajoute aux autres contradictions de la lutte révolutionnaire dans la phase impérialiste.

Ce que nous voulons apprendre à traiter en développant un rôle et en élaborant une contribution utile pour alimenter la lutte des avant-gardes politiques de notre classe, pour atteindre l'objectif principal de cette phase dans notre pays: la construction du parti communiste, en tant que organisation principale de la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière et du prolétariat.

C'est le sens de la réflexion qui suit. Une réflexion que nous proposons à la lecture critique de chaque camarade intéressé de manière conséquente au développement du mouvement révolutionnaire, de ceux qui veulent comprendre qui nous sommes, et de toutes ceux et celles qui ont réchauffé nos cellules par leur solidarité au cours de notre emprisonnement.

Pourquoi luttons-nous?

L'analyse des caractères fondamentaux de l'impérialisme fournie par Lénine, avant la Révolution d'Octobre, est encore correcte.

Nous assumons la thèse selon laquelle le monde se trouve aujourd'hui encore à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne.

Dans le monde actuel il y a quatre types de contradictions principales :

1. Contradiction entre bourgeoisie et prolétariat
2. Contradiction inter-impérialiste pour les profits et les ressources
3. Contradiction entre impérialisme et les peuples opprimés
4. Contradiction entre système capitaliste et système socialiste.

La révolution socialiste dérive de la première contradiction.

La deuxième contradiction amène à la guerre mondiale pour le partage du monde, elle ne peut se résoudre de manière définitive dans le capitalisme. Selon la formule de Mao, le prolétariat doit essayer de prévenir la guerre mondiale, mais s'il échoue, il doit viser politiquement à transformer la guerre en révolution mondiale.

La troisième contradiction conduit aux mouvements de libération nationale et se résout avec leurs succès.

La quatrième n'a pas émergé aujourd'hui mais nous devons toujours l'avoir présente en tant qu'expérience passée et garantie du futur.

Parmi ces contradictions, nous estimons que celle entre impérialisme et peuples opprimés et pour le moment, la principale contradiction, tout en considérant l'important approfondissement de la contradiction inter-impérialiste, que l'on voit se déployer si largement aujourd'hui.

Tout cela n'est pas une analyse nouvelle, cela provient de ce que le mouvement communiste international à jusqu'ici élaboré et cela appartient à tous les partis communistes qui développent des guerres populaires dans les pays du Tricontinent. Que le contexte international ait toujours pesé en déterminant les possibilités révolutionnaires est un fait avéré. Et il est clair qu'aujourd'hui cette dimension est déterminante.

Pratiquement, comment peut-on envisager une voie crédible visant à l'ouverture d'un processus révolutionnaire ici, dans un pays comme l'Italie?

Où pour mieux dire dans notre aire géopolitique euro-méditerranéenne? — puisqu'il est clair qu'il est bien plus difficile de penser détacher un seul pays de la chaîne impérialiste à laquelle il est rattaché.

Ce fut aussi un des facteurs qui pesa après la deuxième guerre mondiale, pour freiner la voie révolutionnaire et faire prévaloir le révisionnisme dans le PCL, nonobstant la force du mouvement communiste, si grande à l'époque, tant sur le plan national qu'international.

Aujourd'hui en Italie, et dans toute l'aire géopolitique, il s'agit de combler la distance entre les réelles potentialités révolutionnaires, latentes dans les très vives contradictions de classe et la réalité arriérée des forces révolutionnaires.

En entendant par "forces révolutionnaires" non seulement les organisations constituées, mais aussi les niveaux de conscience révolutionnaire de la classe.

Il s'agit de se focaliser sur l'essence de la question sociale :

Pourquoi luttons-nous?

Pourquoi la révolution est-elle nécessaire?

Quelles sont les étapes concrètes qui la rendent possible?

Les raisons de la lutte révolutionnaire résident dans la nécessité d'en finir avec le mode de production capitaliste qui s'alimente de la misère, de l'exploitation des larges masses, et qui, en amenant à la catastrophe, à la guerre et aux destructions sociales, environnementales toujours plus fréquentes, révèle sa nature destructrice et antisociale.

Cette nécessité ne peut se concrétiser que par la prise du pouvoir par la classe ouvrière et par l'instauration de la dictature du prolétariat.

D'autres voies sont révélées historiquement illusoires, inefficaces et perdantes, comme cela a été démontré encore par le dernier tour électoral ou toute hypothèse réformiste à trouvé sa fin, s'effondrant misérablement face à l'impossibilité de produire des 'améliorations' pour les masses dans le contexte de la société capitaliste en crise. Une nouvelle leçon amenant à la conclusion que le

capitalisme ne peut être réformé, mais seulement renversé.

La nécessité de la révolution et de la prise de pouvoir, comme unique solution positive à la crise du système capitaliste, se reflète dialectiquement dans toute situation sociale, où les masses sont obligées à se battre sur les innombrables contradictions propres au mode de production capitaliste.

En assumant, comme base fondamentale, la contradiction entre forces productives et les rapports sociaux de production capitaliste, et en assumant la nécessité de son dépassement par la révolution socialiste; il en découle que :

- Du perpétuel conflit capital/travail, des luttes pour les salaires et les horaires, émerge l'objectif historique: fin de l'exploitation, suppression du capital et travail salarié.

- De la rébellion contre le travail aliénant, émerge la nécessité de la suppression du travail salarié, du dépassement de sa base matérielle: la division entre travail manuel et travail intellectuel, entre travail d'exécution et travail de direction ; pour la recomposition de l'individu social.

- Des affrontements continuels aux effets violents et dévastateurs de la loi du marché, émerge la nécessité de leur dépassement. Seulement l'appropriation collective, sociale, de moyens et de l'organisation de la production, donc le saut au socialisme et en conséquence, la transition au nouveau mode de production peut résoudre cette source inépuisable de violence sociale qui est la loi de marché.

- Ainsi, les innombrables luttes pour le droit au logement, à la santé, à l'instruction et contre la privatisation des services publics ne peut trouver solution que dans le démantèlement de la marchandisation! Tant que les besoins fondamentaux seront transformés en marchandises (en moyen de profit), la grande partie de la population ne sera jamais satisfaite. De plus, cela asservit les besoins, les transforme en objets, les dégrade. Là aussi, seul le saut socialisme a démontré qu'il pouvait résoudre la question.

- Des luttes pour la libération de la femme, des aspirations à la libération sexuelle, émerge la nécessité du déracinement de sa base matérielle, c'est-à-dire à nouveau de la propriété privée, dont la famille et la domination masculine dérivent (se rappeler que Marx et Engels indiquent dans l'asservissement familial de la femme une étape fondamentale dans la formation de la société divisée en classe)

- De l'intensification de luttes écologiques, territoriales, de la mise en questions du "modèle de développement" émerge la nécessité d'un nouveau mode de production qui élimine la logique de l'exploitation capitaliste qui conduit à une dérive destructrice pour la planète même.

- Des luttes de libération nationale contre l'oppression impérialiste et des luttes contre la guerre et en soutien à la résistance des peuples opprimés, émerge la nécessité de la fin de l'impérialisme et de la construction de relations communautaires entre les peuples sur la base de la solidarité et de l'internationalisme prolétarien.

Seul le développement de la ligne de la révolution prolétarienne pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie, permet au sens profond et substantiel de ces grandes transformations sociales de

devenir réalité.

Ce n'est qu'à la lumière de la révolution prolétarienne que l'on peut jeter des ponts entre les luttes immédiates, présentes et l'embryon de futur qu'elles recèlent: l'embryon d'un nouveau monde. Ainsi comme cela est déjà défini concrètement et historiquement dans la praxis et dans la théorie du mouvement ouvrier révolutionnaire et communiste; il faut reprendre la bataille, politique et idéologique pour affirmer la nécessité et la possibilité de la transformation sociale, contre les tentatives de la bourgeoisie d'en détruire l'idée même (ainsi leur haineuse campagne sur la "fin des idéologies" et sur la disparition de la classe ouvrière).

La nécessité de la révolution peut se dégager de plus en plus au sein des mouvements qui se battent contre les aberrations du capitalisme, puisque celui-ci s'étale dans tout son caractère tyrannique et qu'en même temps, les marges de médiation sur lesquelles s'est fondée l'illusion réformiste se sont fort réduites. En fait, nombre des mouvements de lutte même puissants et exemplaires (NO TAV, contre les dévastations du territoire, contre les bases militaires etc.) démontrent leur limite face à la machine capitaliste qui mobilise tout l'appareil économique et institutionnel, en présentant ces luttes comme corporatistes vis-à-vis des intérêts du développement économiques, de "l'entreprise Italie" ou des impératifs du "monde moderne", ou de la "globalisation" etc...

C'est seulement en concrétisant un plan de lutte révolutionnaire que les communistes peuvent développer une dialectique correcte avec la classe prolétarienne, visant au renversement du système capital impérialiste. Une dialectique impulsée entre deux entités: le Parti et la classe. La classe, par ses luttes, impulse des mouvements qui vont en se développant sur base des contradictions générées par le capitalisme. Pour développer un rapport dialectique correct avec la classe et ses mouvements l'organisation des révolutionnaires en parti est fondamentale. Le Parti est l'instrument principal pour pouvoir transformer les idées en vraies luttes révolutionnaires, pour concrétiser la perspective de la prise de pouvoir, et pour donner l'envoi à la transformation socialiste de la société.

Un parti qui en sachant tirer les conséquences logiques de tout cela, doit nécessairement se constituer dans l'unité politico-militaire.

Considérations sur la crise générale du capitalisme

Les faits économiques ne sont jamais innocents, ils ne sont pas neutres. C'est l'intérêt de classe qui est la base de leur interprétation et surtout de leur utilisation. Au fond, la prétendue "science économique" est une grande imposture: comment peut-on considérer comme scientifique une discipline qui nie les piliers sur lesquels se fonde le capitalisme, comme par exemple la loi de la plus-value, extorquée par l'exploitation de la force du travail?

Prenons le grand fait économique que ces experts et intellectuels bourgeois affirment être aujourd'hui dominant, la soi-disant mondialisation. Les impostures, ici sont énormes. Primo parce que le caractère mondial du capitalisme ne date pas d'aujourd'hui mais bien depuis sa naissance. Secundo, parce que par les termes de "mondialisation", de "globalisation" etc. on veut escamoter le caractère impérialiste auquel le développement du capitalisme est arrivé. On veut cacher l'unique vraie source des maux qui affligent l'humanité: le mode de production capitaliste et ses lois économiques présentées comme neutres, naturelles, supérieures, auxquelles on ne peut

qu'obéir.

L'impérialisme (ou, comme ils l'appellent "la mondialisation") n'est jamais pensé comme l'accomplissement, le résultat d'un mode de production bien précis, d'intérêts sociaux déterminés qui, au cours des siècles, ont façonnés les grands sauts de la dynamique économique générale.

Un mode de production précis, des forces de classes précises, non pas des cataclysmes naturels à subir avec patience et philosophie. La classe dominante mystifie la substance du système économique dont elle est l'expression, à travers le langage, en utilisant des catégories et des termes à prétention neutre, technique, et en tant que tels contraignant pour tout le monde.

Ils veulent cacher le caractère objectif des contradictions que le mode de production capitaliste porte en lui, et ils autant font de même avec les sujets, les institutions et la classe dirigeante qui en sont les expressions.

Prenons par exemple les "critères de Maastricht" qui sous-tendent et façonnent les politiques économiques des Etats Européens: comment sont-ils formulés et par qui? Si il y a une institution d'élite opaque, c'est bien est la Commission de Bruxelles, le vrai exécutif européen. C'est elle qui, au fil des années, a fixé les critères, les normes, les coefficients, les objectifs, les plans de restructuration, pour le nouvel impérialisme européen dans le monde. Cette commission, composée par une poignée de membres, une vingtaine, est l'expression de ladite "technocratie" à prétention neutre justement, et qui est au contraire la vraie interprète de la logique capitaliste de la bourgeoisie impérialiste. Ainsi on se retrouve dans une réalité économique façonnée, réglée, déterminée par un cadre imposée et soustrait aux instances démocratiques de décisions.

Enfin, toute une série de mystifications qui servent à déguiser la vraie nature de l'impérialisme et les contenus de sa crise: poursuite acharnée au meilleur taux d'exploitation du travail, développement de guerres impérialistes pour le pillage des ressources de la planète, énième descente dans la spirale de contradictions déterminées par la concurrence. Le tout s'est encore accéléré avec l'ouverture des immenses marchés à l'Est, par la pénétration de type néocolonial et avec l'émergence de nouvelles bourgeoisies locales et des nouveaux impérialismes (Chine, Inde, Russie, Brésil)

Et contrairement à ce que chante la belle littérature bourgeoise sur la prétendue possibilité pour tout le monde (que cela soit des citoyens ou des nations) de devenir des heureux capitalistes, le système international est au contraire toujours et seulement une pyramide économico-sociale. L'émergence de nouvelles puissances se fait toujours aux dépens de la grande partie de la pyramide.

Voyons le cas chinois. Le grand potentiel de cet impérialisme émergent était aussi dans la taille énorme de la population qui a été jetée dans la fournaise capitaliste instaurée après le défaite (momentanée) de la voie socialiste, en transformant au fur et à mesure cette population immense de protagoniste de sa propre émancipation et de la construction communautaire en masse de marchandise "force de travail", en concurrents atomisés et pour la plus petite partie en consommateurs abrutis. Enfin le capitalisme chinois profite d'une base d'exploitation énorme. Depuis deux décennies on en voit les résultats: des taux de croissance industriel et financier exceptionnels. Aujourd'hui parmi les 10 premières compagnies au monde par capitalisation, cinq

sont chinoises (même si c'est une donnée à relativiser avec d'autres, comme le volume de production, le chiffre d'affaire, etc.) Cette croissance a été accompagnée de désastres sociaux et environnementaux tout aussi spectaculaires. Qu'il suffise de penser aux 10.000 ouvriers environ qui meurent chaque année au fond des mines de charbon: mines fermées sous le socialisme puisque vétustes et maintenant rouvertes puisque rentables. Des dizaines de milliers d'ouvriers morts, tués pour la suprême nécessité des ressources énergétiques pour l'industrie en développement.

Ce nouvel impérialisme est toujours plus écrasant non seulement à l'intérieur, mais aussi par rapport à la pyramide mondiale, aux formations sociales dominées. L'irruption sur le marché mondial des marchandises chinoises a signifié une véritable ruine pour l'industrie de centaines de ces formations. C'est le cas du Bangladesh, qui a vu s'effondrer littéralement de moitié ses exportations textiles en 2005/2006. Exportations textiles qui pèsent de manière prépondérante sur sa balance commerciale. Le gouvernement, dans une tentative de rétablir les marges de compétitivités en intensifiant l'extraction de plus value absolue, a porté le temps de travail hebdomadaire à ... 72 heures!

Une classe ouvrière déjà épuisée par des niveaux d'exploitation écrasant jusqu'à ce moment, s'est insurgée, en démarrant un cycle de luttes violentes contre les patrons, les usines, et la troupe envoyée pour les réprimer.

En revenant à la situation de pays impérialiste comme le notre, selon Montezemolo (un des patrons de Fiat et chef de file de l'Association Industrielle, la part du coût de travail dans le coût final d'une voiture tourne autour de six/sept pourcents. Malgré l'"autorité" de la source, il faudrait vérifier si dans les 93% restant ne sont pas aussi compris le coût du travail de logistique, transport, marketing et vente, que les tricheurs bourgeois liquident comme "tertiaire" dans leur stratégie politique de réduction de la classe ouvrière. Mais, tout en tenant compte d'un probable défaut du calcul en ce sens, il est clair que ce pourcentage n'augmenterait que de peu.

Du point de vu marxiste, cette réalité est la confirmation du cours historique du capitalisme et de ses lois: la loi de l'augmentation constante de la composition organique du capital et de la chute tendancielle du taux de profit.

La première signifie que la proportion entre "capital variable" (à savoir la marchandise force de travail) et "capitale constant" (machines, installations, matières premières) est toujours plus déséquilibré vers ce dernier; chaque salarié met en œuvre une masse grandissante de moyens de production favorisant une augmentation momentanée de plus value relative. Cette loi est fortement contradictoire: si, dans un premier temps, l'avantage technologique appliquée par les groupes capitalistes qui le détiennent amène des surprofits, ensuite, avec la généralisation de l'innovation, on a un nivellement des prix vers le bas en raison de la réduction généralisée de valeur dans chaque produit.

Si ce mouvement s'associe à une phase d'expansion insuffisante ou pire de stagnation du marché, il est clair que très rapidement les résultats deviennent négatifs. Pour obtenir le même niveau de profits et pour les augmenter, le capital doit à nouveau produire plus de marchandises en mettant en mouvement des nouvelles et bien plus importantes masses de capital constant pour chaque salarié.

C'est en fait un cercle vicieux qui amène à la deuxième loi, celle de la chute tendancielle du taux de profit.

Quand ces mouvements se produisent pendant des longues années, les effets cumulatifs pèsent et se manifestent justement dans cette marge serrée du 7% que nous évoquions. L'acharnement que le capital met sur cette marge, son obsession pour le coût du travail dévoile tout son mensonge sur le dépassement/disparition de la classe ouvrière, tandis que continue pleinement la loi de la valeur: seule l'exploitation de la force de travail est source de profit.

Pour cela, le capitalisme arrive à faire tourner la roue de l'histoire à l'envers: c'est ce que signifie l'exemple cité de 72 heures hebdomadaire au Bangladesh, extorqué dans des véritables usines-bagnes.

Avec les niveaux de richesse existants et le rythme incessant de développement de forces productives, le capitalisme impose des souffrances énormes aux peuples du monde pour extorquer même quelques minutes de plus-values en plus!

Ce que nous voulons mettre en évidence, c'est que si le capitalisme, nonobstant développement technologique et grandes progrès productif, s'acharne de la sorte sur le 'facteur travail', c'est le symptôme d'une crise profonde et irrésolue. Par crise nous n'entendons pas seulement crise économique, au sens courant du terme. Nous entendons ce phénomène global, économique-social-politique ayant son origine dans les lois de fonctionnement du mode de production capitaliste (parmi lesquelles 'la loi de la plus-value' c'est à dire la loi de l'exploitation de la force de travail et qui, comme par hasard, ne figure dans la "science économique" officielle, à savoir à l'idéologie dominante). Nous parlons de crise générale de surproduction de capital (et donc aussi de marchandises) qui est chronique à l'échelle mondiale: il y a trop de capitaux à la recherche de valorisation et pas assez d'occasions d'investissement. La concurrence est toujours plus féroce, et dégénère souvent en affrontements armés.

Une surproduction qui détermine ce phénomène fou et criminel par lequel "on est mal parce qu'on produit trop"!

La surcapacité productive est relative aux exigences et possibilités capitalistes de réinvestissement rentable de la plus-value, et certainement pas par rapport aux besoins sociaux. Ce qui s'explique, en termes marxistes, par la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports sociaux de productions capitalistes.

En outre, la crise de surproduction pousse à la recherche de marchés d'écoulement des marchandises et pour les capitaux en excédant. Cette recherche est poursuivie avec des repartages périodiques du monde par la guerre. Sur cette base, avec en conséquence la destruction d'excédents: les groupes impérialistes et les Etats vainqueurs pouvant relancer l'accumulation. C'est l'histoire des USA en Europe et en Asie après 1945 et c'est le cas actuel avec l'Irak et l'Afghanistan.

Le capitalisme ne sort pas de ce genre de crises générales avec des moyens ordinaires. Voyons se qui se passe.

Un regard sur la barbarie : l'actualité de la crise



Le processus de répartition du monde, qui est la base de toutes les transformations actuellement en cours, est déterminé par le mouvement d'approfondissement de la crise générale du capitalisme. La crise, en fait, comme les phases de développement, est caractérisées par une dynamique inégale entre les différentes aires, les différentes formations économique-sociales dans le monde. Cette dynamique dans laquelle coexistent situations d'expansion, de stagnation et de récession. Ce caractère de toutes les phases historique du mode de production capitaliste à l'époque impérialiste, aiguise fortement les contradictions entre les différents groupes impérialistes. Ceux qui régressent économiquement ne veulent pas et ne peuvent pas perdre du terrain à l'avantage de ceux qui progressent. Surtout parce que la revalorisation globale du capital est toujours plus difficile et les faillites sont à l'ordre du jour.

C'est l'histoire de ces dernières années et de l'actualité internationale.

La crise financière des 'subprimes' aux USA a montré la profondeur et la gravité de la crise générale. Elle a éclairé le gigantisme de la bulle financière sur laquelle l'économie globale et sa hiérarchie impérialiste se sont appuyées dans les dernières décennies.

Le marché des dettes a créé une expansion de 'paperasse', équivalente à 16 fois le PIB mondial. C'est ce qui a alimenté le processus de valorisation capitaliste dans cette phase dite de 'financialisation'. Un château de carte. Il a suffi que quelques dizaines de milliers de titulaires de subprimes deviennent insolvables (à cause des conditions de paupérisation que la bourgeoisie impérialiste impose aux masses au cœur même de ses métropoles) pour que se produise, par un effet de dominos, un véritable effondrement. D'abord aux USA et puis dans le reste du monde (pour l'été 2008, on estime les pertes mondiales de cotations en Bourse à environ 10.000 milliards de \$) !1

La donnée historiquement nouvelle, c'est que pour la première fois une crise financière de cette ampleur a éclaté directement au cœur des USA. C'est un signe clair de faiblesse. Jusqu'ici, en fait, l'enchaînement des crises financières correspondait à la hiérarchie impérialiste. On peut même dire qu'il y a eu une utilisation "disciplinaire" de crises, déchargées sur les formations les plus appétissantes du point de vue financier où qui devaient être ramenées à une stricte subordination. Ce fut le cas des effondrements qui ont marqué le long cours de la crise générale: depuis ceux qui ont touché l'Amérique latine, de la moitié des années '70 (Chili, Brésil, Bolivie, Mexique etc.) à celui, plus récent, de l'Argentine. En passant par ceux de la Pologne de Solidarnosc, les Tigres asiatiques (Corée du Sud, Thaïlande, Indonésie etc.) et de la Russie de Elstine, pour ne citer que les situations plus significatives.

Pour résumer la crise générale a obligé le système à des corrections de ce type, et le groupe dominant, les USA, armé de l'idéologie néolibérale, et par le truchement d'institution telles le FMI, la BM, pilotait le déchaînement de ces catastrophes économiques là où se présentaient les meilleures conditions pour que la 'remise à zéro' puisse ensuite favoriser le rétablissement des marges de rapine et d'exploitation impérialiste.

C'est une vraie guerre économique, tous azimuts, menée sans scrupule à travers toute sorte de batailles, un vrai Blitz autour du monde.

Aujourd'hui, par contre, la superpuissance USA a un peu perdu le contrôle de la situation: une

bataille s'est déroulée et elle a été perdue sur son propre terrain. Ce tournant à ses racines dans la transformation des rapports de forces économiques qui se produisent, et se produiront, comme le résultat de la crise générale.

Le taux de croissance chinois à deux chiffres cette dernière décennie a produit entre autres effets des réserves (principalement en \$) qui, à la fin 2007, atteignaient 2.228 milliards de \$. Et cela, conjointement au financement chinois de la dette fédérale US, à travers les investissements en Bons d'Etats (montant actuellement à 402 milliards de \$), crée une situation de dépendance financière de l'économie US. Ne serait-ce que déclarer l'intention de vendre ces titres provoquerait un séisme.

---

1Comme comparaison, le PIB des USA est d'environ 13.500 milliards de \$ et celui de l'Italie environ 1.800 milliards.

La projection future de cette dynamique éclaire la situation à venir. La hiérarchie économique en sort secouée. Selon les hypothèses les plus modérées en 2025 l'économie chinoise devancera les USA, la Russie rejoindrait France et la Grande-Bretagne, tandis que l'Indonésie et Mexique rattraperait l'Italie.

Voici les facteurs des conflits qui s'accroissent :

1. L'accès aux ressources d'énergie et de matières premières (la demande, dans ce même laps de temps, augmenterait de 50%)
2. Les déséquilibres sur le marché des capitaux (les opportunités de réinvestissements productifs seront de plus en plus convoités et disputés).

Sur le champ de bataille de cette guerre « économique » un arsenal de nouveau type est entré en scène: les fonds souverains. Il s'agit de capital financier récolté et géré par les états, et utilisés principalement par les puissances émergentes pour soustraire de considérables masses monétaires au contrôle direct des colosses monopolistes des anciennes puissances impérialistes, particulièrement des USA.

La Chine a, à elle seule, un fond souverain de plus de 1.000 milliards de \$. Les fonds souverains sont, au niveau mondial, en pleine expansion et ils gèrent environ 3.000 milliards de \$.

Au sein de l'UE également, il y a une tendance à en constituer un, basé sur les réserves officielles de pays de l'Euro-système. Ce patrimoine, actuellement estimé à environ 285 milliards de \$, a le potentiel pour attirer des crédits jusqu'à réaliser une disponibilité de 1.000 milliards de \$.

La nouvelle donnée, sur ce champ de bataille, c'est que pour la première fois le jeu des marchés a renversé les rôles, les facteurs de crises se manifestant dans les centres impérialistes et pas seulement dans les formations "périphériques". Cela en raison de l'énorme endettement intérieur et extérieur des USA. Rien qu'en 2007, le déficit commercial nord-américain a été de 750 milliard de \$.

Dans cette situation, les impérialistes US qui contrôlent les autorités monétaires internationales (FMI, BM, OMC, etc.) refusent de reconnaître la nécessité d'un nouveau système monétaire

international, un rééquilibrage qui les pénaliseraient en mettant une limite à leur liberté d'endettement. Pourtant, les créanciers ne sont plus disposés à se faire racketter sans fin.

Ne citons qu' une donnée macroéconomique, qui bizarrement a précédé de peu la crise des subprime, entre janvier et août 2007: les bons du trésor US détenus par le Japon (principal détenteur) sont descendus de 627 à 585 milliards de \$. Une vente qui peut avoir eu son effet sur l'effondrement de la finance US.

En fait, les USA et le Japon se renvoient la balle de la récession.

Toutes deux, les principales économies mondiales, ont vu tomber à zéro leurs taux de croissance en 2007. Dans les perspectives de récession généralisée, la tendance à la guerre, conséquence à la crise, se concrétise toujours plus en guerre préventive sur les opportunités de développement.

Guerre et contradictions

« Quand il y a la guerre, c'est de la guerre qu'il faut partir pour expliquer la réalité! » (Mao Zedong)  
Pour la crise aussi! Il faut identifier le caractère de la guerre, les contradictions qui la génèrent, les objectifs poursuivis par les belligérants (groupes impérialistes, classes, peuples).

« La guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens » (von Clausewitz)

Moyens qui, comme on le verra, sont militaires, mais pas seulement.

Il faut partir de la guerre puisque c'est ce qui détermine radicalement le fait que la situation n'est plus celle d'avant.

Même si les contradictions semblent pareilles, il arrive souvent que leurs réalisations, leurs intensités est leurs ordres ne soient plus pareils.

La contradiction principale elle-même trouve sa propre définition plus précise dans l'analyse de la guerre, telle qu'elle se caractérise précisément (analyse concrète de la situation concrète)

La guerre, en fait, se réalise dans une situation concrète, entre les pôles opposés de la contradiction principale. Guerre inter-impérialiste, guerre de colonisation ou recolonisation, guerre de libération, guerre de classe: ce sont toutes des guerres qui sont historiquement produites, par une contradiction principale sous-jacente, déterminée soit au niveau mondial, soit au niveau local.

Donc à partir des analyses des contradictions de l'époque impérialiste, nous pouvons comprendre les termes dans lesquels se produira la guerre, et à partir de l'analyse de la guerre, nous pouvons actualiser et développer notre analyse des contradictions. Ainsi une contradiction n'est pas indéfiniment "principale" et il arrive même qu'une contradiction le devienne à la place d'une autre. Et ce sont souvent les guerres qui, justement, enregistrent ces changements. A l'aube de l'époque impérialiste, la dernière période coloniale montre encore des guerres qui ont pour base la contradiction entre puissances colonialistes et peuples à un degré de développement plus arriéré.

La saturation de la phase coloniale amena au premier plan la contradiction sous-jacente entre puissances impérialistes, ce qui déboucha sur la première guerre mondiale. Les deux contradictions étaient présentes tout le long du processus colonial mais dans les différentes guerres coloniales, la

première était prédominante, tandis qu'à la fin, c'est la deuxième qui deviendra principale. Le changement de contradiction principale peut se produire au cours même de la guerre. Ainsi justement la première guerre mondiale se termina rapidement quand, suite à la révolution Russe, c'est la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat qui devenait principale.

La deuxième guerre mondiale fit surgir comme principale la contradiction inter-impérialiste, après cela une série de guerres contre-révolutionnaires dans les années 20/30, conduites par les états impérialistes contre le premier état socialiste (les guerres blanches) et contre la possibilité d'internationalisation de la révolution (Espagne '36-39). La base de ces guerres était la contradiction entre socialisme et capitalisme. Ce fut, à son tour, cette même réaction qui par la constitution des dictatures nazi-fasciste jeta en fin de compte les bases pour un nouveau éclatement de la contradiction inter-impérialisme en tant que contradiction principale ; ce qui fut aussi possible par la capacité tactique de la politique soviétique à aggraver les oppositions entre impérialistes (pacte de non-agression Molotov-Ribbentrop).

Ensuite, avec la défaite des nazi-fascisme et l'avancée de l'Armée rouge jusqu'en Allemagne, c'est la contradiction capitalisme/socialisme qui reprit le dessus et démarra alors la longue période de la guerre froide.

Avec la chute du socialisme, entretemps dégénéré en révisionnisme en '89 cette contradiction se trouva momentanément résolue et celle entre l'impérialisme et les nations opprimées émergea à nouveau. Sous le drapeau du "nouvel ordre mondial" l'impérialisme US lança la "guerre infinie contre le terrorisme".

Mais la contradiction entre puissances impérialistes reste sous-jacente à cette contradiction. Ces deux contradictions interagissent et, avec l'aggravation de la crise générale, la première tend à redevenir principale.

#### Guerre multidimensionnelle

L'idée de fond qui revient explicitement dans les manuels stratégiques des principales puissances impérialistes (USA et Chine) est celle d'une dilatation du concept de champ de bataille. Une extension de la sphère belliqueuse: des opérations de guerre non militaire — comme les blocus économiques, les crises financières provoquées, le contrôle monopolistique et terroriste de ressources stratégiques — aux opérations militaires non belliqueuses, comme par exemple les soi-disant opérations humanitaires ou de protection civile, ou encore les plans de reconstruction et développement imposés et protégés par la force militaire dans des régions déterminées. En passant pas le contrôle des technologies et des flux d'information, par les attaques qui peuvent être conduites avec les instruments de l'espionnage et du hackage .2

Tout ça en n'écartant pas évidemment les attaques militaires destructrices classiques.

Cette innovation de la pensée militaire impérialiste résulte des conséquences du point culminant atteint avec l'introduction de l'arme nucléaire, l'arme qui est en condition de balayer l'humanité entière, avec le paradoxe que détruire l'ennemi signifie se détruire soi-même.

Quand un processus atteint son point d'arrivée, il reprend son mouvement en direction opposé. Dès

"l'équilibre de la terreur" sur lequel s'est jouée la guerre froide, la tendance à l'invention et à la production d'armes "moins dévastatrices" s'est développée. Des armes capables de frapper directement les centres névralgiques ennemis en limitant les soi-disant "dégâts collatéraux". Les armes de précision ont succédé aux armes de destructions massives. Des armes avec lesquelles la guerre peut à nouveau être engagée et gagnée: bombes atomiques tactiques, missiles de précision (parfois carrément guidé par des téléphones mobiles), armes à technologie laser ou électromagnétique etc.

Le problème, en définitive, c'est la praticabilité de la guerre nucléaire, c'est-à-dire reconduire les modalités de la guerre et donc la mise au point d'armements répondant à cette nécessité. Là, l'objectif poursuivi par les impérialistes US depuis des années est la mise à point de bombes atomiques de petite taille. C'est-à-dire utilisables!

Ce projet démarra après la rupture unilatérale des accords SALT 2, à savoir le cadre plus précis et le plus restrictif défini avec l'URSS en 1972. En 2002 (comme par hasard) les USA ont rompu ces traités et relancé leur propre prolifération nucléaire.

A cette occasion il y a eu une de leur définition doctrinaire-programmatique d'une gravité inouïe et pourtant inconnue du grand public: «Nous emploierons l'arme atomique non plus comme dissuasion dans le contexte de "l'équilibre de la terreur" (désormais dépassé avec l'éclatement de URSS), mais bien comme arme offensive de première frappe, également contre des pays ennemis ne disposant pas de la même arme. »

---

2 On peut signaler l'activité du Joint Task Force Global Network, branche du Strategic Command US qui remonte à 1998, quand le Pentagone réalisa l'importance de la guerre informatique. Ses tâches: tant protéger les ordinateurs du Pentagone (environ 5 millions dans le monde) que perpétrer des infiltrations et des incursions dans les systèmes adverses (en particulier ceux des Russes, des Chinois et d'Al-Qaeda). Les impérialistes russes ont lancé des attaques contre les sites séparatistes tchétchènes et contre l'Estonie. Les Chinois ont fait de même avec le système US — une offensive connue sous le nom de "Tribu Rain".

Voilà ce à quoi ils sont prêts! Voilà ce à quoi travaillent ces criminels, tout en criant au loup contre ceux qui ne disposent pas de l'arme atomique (Iran). La dissuasion nucléaire comme base d'une paix armée s'est transformée en arme stratégique régissant une forme de conflit qui préserve la nécessité de ne pas détruire soi-même et le butin en même temps que l'ennemi, qui détruit la puissance de l'ennemi sans détruire son territoire ni possibilité d'accéder à ses ressources.

La guerre multidimensionnelle est la réponse à ce problème.

Une guerre où l'affrontement militaire de type classique n'est qu'une des modalités utilisées ; où les attaques financières deviennent des véritables batailles du conflit plus général avec autant de destructions et des butins qui n'ont rien à envier aux attaques de types classiques ; où à côté des états-majors impérialistes comme le FMI ou la BM, des véritables corsaires tel Georges Soros<sup>3</sup> entrent en scène. La nouvelle guerre impérialiste se dessine comme guerre totale multidimensionnelle, coordonnant différentes typologies d'action.

1- Totale, puisque elle concerne outre la sphère militaire, la sphère civile. Les populations dans leur ensemble sont devenues objets ou sujets, otages ou résistants. C'est une tendance qui s'est affirmée dans la deuxième guerre mondiale. (guerre de propagande, guerre de résistance, guerre civile) et qui a eu son expression la plus claire, d'un côté dans les attaques par les bombardements indiscriminés (dont Hiroshima, Nagasaki, Dresde sont les cas les plus cruels), de l'autre côté dans la résistance populaire armée et dans la conception-pratique de la guerre populaire prolongée.

2- Multidimensionnelle, jusque dans les différentes dimensions économiques, militaires, technologiques, informatiques etc. qui sont coordonnées dans le développement des plans et des actions offensives et défensives. Cette coordination concerne différentes formes des combats: outre les classiques opérations combinées (terre-air-mer), les attaques informatiques (comme par exemple durant la guerre du Golfe), les opérations militaires "chirurgicales" en forme de blitz ou les attaques ciblées (tels le récent bombardement israélien d'octobre 2007 en Syrie), ou les différentes opérations de guerre ouverte dans le monde entier. Parmi celles-ci, les soi-disant opérations de maintien de paix (Peace Keeping), d'étouffement des révoltes (Peace Enforcing), de protection des civils, de lutte contre la culture des drogues, et les infiltrations opérées par le truchement de l'ingérence humanitaire des ONG.

Dans cette configuration une place particulière est prise par la privatisation. 40% des quelques 500 milliards de \$ officiellement dépensés par les USA pour la guerre en Irak (officieusement 3000 milliards de \$) ont été versés à des agences privées de "contractors" militaires. A elle seule, Blackwater en a récolté 700 millions de \$. En Irak, il y a plus de 100 agences qui y emploient environ 150.000 "contractors". Un effectif pratiquement équivalent à celui de soldats "réguliers".

Tout le cycle des guerres qui accompagne le dynamique en spirale de la crise générale du capitalisme qui a démarré au milieu des années '70, a tendu à cette nouvelle économie de fonctionnement multidimensionnelle: des Balkans au Moyen-Orient, de l'Asie à l'Amérique latine. La conception stratégique qui en est la base consiste à « poursuivre des objectifs limités avec des moyens illimités ». L'objectif limité peut être quelques gisements pétroliers ou quelques positions géostratégiques, la colonisation économique de certaines aires ou le remplacement de régimes. Les moyens illimités, c'est toute la puissance offensive multidimensionnelle, coordonnée, économique-technologique-militaire d'une puissance et de son système d'alliance.

---

3Celui-ci est un des grands financiers US, capable de mettre en mouvement des masses de capitaux (les siens et ceux d'autrui) à travers les marchés mondiaux, et d'impulser des attaques même contre des monnaies nationales, en provoquant des crises telle celle qui secoua les "Trigres asiatiques" en 1997-98, ce qu'il revendiqua personnellement.

Phase de guerre mondiale montante

L'effondrement des régimes révisionnistes en '89 a donné le coup d'envoi à la nouvelle partie de repartage du monde que la crise générale exige. C'est un énorme affrontement d'intérêts, aiguë par la restriction des espaces de valorisation du capital, et par l'ouverture des nouvelles possibilités dans l'ex-camp socialiste. Voici ce qui a provoqué un bond en avant dans la tendance à la guerre

impérialiste, sur les lignes directrices des politiques impérialistes imposées par les groupes dominants USA et UE :

1. Pénétration à l'Est ;
2. Approfondissement de l'exploitation du Tricontinent avec une nouvelle poussée au processus de recolonisation.

En général ces lignes directrices impérialistes se concrétisent en une série d'actions et de réactions: la compétition stratégique avec la Russie et la Chine, l'expansion subséquente de l'OTAN à Est avec l'installation des systèmes anti-missiles en République Tchèque et en Pologne, la pénétration US en Asie Centrale (Géorgie, Kirghizstan, Ouzbékistan, Afghanistan). Et en réaction, la dénonciation des traités de limitation des armes conventionnelles (CFE) et le nouveau développement des arsenaux russes et chinois, la menace russe de pointer des missiles nucléaires vers l'Europe occidentale, la constitution d'une alliance stratégique centre-asiatique (Russie, Chine, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan, avec l'Inde et l'Iran en tant qu'observateurs): l'Organisation pour la Coopération de Shanghai (SCO). La SCO unit en fait des pays avec des grandes ressources énergétiques (pétrole et gaz) à leur client qui en est le plus assoiffé: la Chine.

Dans ce contexte, les USA sont en train de renverser le programme de réduction de leurs forces armées en Europe. Elles s'élevaient à 62.000 hommes en 2004, aujourd'hui à 43.000 entre l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Kosovo. Ce changement de programme est motivé, outre par la "résurgence russe", par la nécessité de faire face à de nouveaux conflits dans la région s'étendant des Balkans à l'Asie centrale, avec une référence spécifique aux tensions autour de ce nœud qu'est le Kosovo.

C'est dans ce cadre que s'est intégré la construction de la base US à Vicenza (en Vénétie) ainsi que l'élargissement de l'OTAN à l'Est avec l'entrée de la Pologne, de la République tchèque, de la Slovaquie, des pays baltes et, en perspective, de l'Ukraine et de la Géorgie. Le fleuron de ce projet est l'installation d'un système défensif anti-missile US en Pologne et en République tchèque, ridiculement justifié par la nécessité de se protéger de "probables" attaques iraniennes. Le plan US d'installation de ce système prévoit, outre les 10 rampes en Pologne et la station radar en Tchéquie, d'autres rampes en Ukraine et en Italie.

Il existe déjà à ce propos un accord secret signé par le sous-secrétaire à la défense Forcieri (de l'ex-gouvernement Prodi) annoncé le 27 mars 2007 par le général H. Obering, directeur de l'agence de défense anti-missile US. Cet accord n'a jamais été démenti par le gouvernement Prodi et il pourrait faire partie du même paquet que celui de la base de Vicenza.

La réponse russe est articulée. Le 17 août 2007, les bombardiers stratégiques russes armés chacun de 12 missiles nucléaires et capables d'atteindre toutes les latitudes ont repris leurs vols au-dessus des régions considérées comme stratégiques. Toujours le 17 août 2008, les autorités russes ont communiqué que la BBC ne pourrait plus transmettre en Russie. En outre, des excitations militaires conjointes (6.500 hommes) de l'Organisation pour la Coopération de l'Asie Centrale (SCO) se sont déroulées en Russie centre-orientale et dans la province chinoise du Xinyang.

Le SCO se profile comme un rassemblement anti-OTAN et anti-USA en Asie. L'Iran, invité comme

observateur aux exercices, a exprimé sa volonté de participer à plein titre au SCO. Cela acquiert une signification particulière compte tenu de l'encerclement dont l'Iran fait l'objet à cause de sa prétendue volonté de développer le secteur nucléaire.

Le 11 décembre 2007, Poutine a signé les lois déjà approuvées par le parlement russe pour le retrait unilatéral du traité CFE sur le désarmement des forces conventionnelles en Europe. De plus la riposte russe au système anti-missile US déjà mentionné comprend aussi la mise à point d'un nouveau missile intercontinental. Il s'agit du RS-24 qui remplace les SS-18 et SS-20 et qui serait capable (au dire de Poutine) de transpercer le bouclier US. Et il y a aussi le nouveau système de défense anti-aérien et anti-missile S-400, déjà opérationnel pour défendre Moscou et la Russie centrale. La Russie a également menacé de pointer ses propres missiles nucléaires non seulement sur la Pologne et la Tchéquie, mais aussi sur l'Europe occidentale. Parallèlement, cette menace a été adressée à l'Ukraine, au cas où elle ferait adhésion à l'OTAN et accepterait des rampes US.

Mais, outre les menaces, les deux dernières décennies de crise générale sont caractérisées par une rapide succession d'ouverture des véritables fronts de guerre: Balkans, Irak, Afghanistan et Liban. Une série de guerres de pénétration et de recolonisation, conduite par les USA et leurs systèmes d'alliances, pour la conquête de positions stratégiques principalement liées à l'extraction et au transport du pétrole, pour en déterminer le contrôle monopolistique et son utilisation comme arme contre l'impérialisme concurrent.<sup>4</sup>

Sur le front irakien, nonobstant les massacres et les opérations de guerre sale visant à fomenter l'affrontement interethnique, la difficulté des USA à stabiliser la situation est désormais déclarée. Deux contradictions de type inter-impérialiste émergent comme résultats de la perspectives de balkanisation de l'Irak. La première contradiction est liée aux rapports avec la Turquie au Kurdistan irakien. En fait ici, l'intérêt US de favoriser un régime d'autonomie kurde entre en conflit direct avec l'intérêt turc d'expansion de sa propre influence économique, politique et militaire, en utilisant comme vecteur la minorité turcomane sur le territoire qui s'étend jusqu'à la ville de Kirkouk et qui est liée aux gisements pétroliers. Cette opposition a été mise en relief par les opérations du PKK de l'automne 2007 sur le territoire turc à partir du Nord de l'Irak (des dizaines de militaires d'Ankara ont été tués) et par la motion au Congrès US sur le génocide arménien de 1915, qui a beaucoup irrité les Turcs. Un autre acte de cette tension a été l'accord énergétique entre Ankara et Téhéran (qui prévoit l'achat de 30 millions de mètres cubes de gaz iranien) en violation ouverte des dispositions étasuniennes.

---

<sup>4</sup> Avec celles-là, on voit s'aguiser l'affrontement en Afrique où les puissances se sont déjà affrontées par tiers interposés, c'est-à-dire à travers les régimes fantoches et autres milices: au Congo, dans la région des lacs, au Sierra Leone, au Nigéria, etc.

La deuxième contradiction concerne l'influence iranienne dans le Sud de l'Irak par le biais de la population chiite, chiites en quelque sorte favorisés par les USA afin d'isoler la guérilla "sunnite". Les USA et l'Iran ont passé un compromis (le couteau à la main) s'exprimant dans le gouvernement fantoche d'Al Maliki, qui est un chiite philo-iranien, ainsi que dans les milices paramilitaires



dirigées par le ministre de l'intérieur.

Tous les deux sont intéressés par le désagrégation/diminution de l'Irak mais restent ennemis. Ainsi les USA soutiennent la guérilla kurde iranienne qui tient ses bases au Nord de l'Irak. Ce sont les principaux facteurs de l'opposition, mais il y en a d'autres, moins importants: les USA soutiennent une organisation extrémiste sunnite "Jund Allah" (les "soldats d'Allah") qui, partant de la région pakistanaise du Béloutchistan, perpétue des attentats dans les territoires orientaux de l'Iran où vivent un millions de Baloutches. En février 2007 par exemple, l'attaque d'un autobus de "pasdarans" iraniens s'est soldée par la mort de onze soldats et 31 blessés.

Actuellement, le contentieux USA- Iran prend la forme d'une sorte de guerre froide: bras de fer sur le programme nucléaire et relative sanction de blocus économique, champ de bataille principal en Irak et secondaires de Palestine au Liban, du Kurdistan au Béloutchistan. Les troupes US et britanniques patrouillent à vue des frontières iraniennes, tant du territoire irakien qu'afghan, ce qui rend toujours présents les risques d'escalades, comme cela a été le cas avec la séquestration des marins britanniques par des bateaux des "pasdarans" iraniens (par ailleurs déclarés organisation terroriste par les USA). L'escalade a été non seulement été constamment agitée par l'administration US, avec le support du gouvernement français, elle est prévue par les plans détaillés du Pentagone, en envisageant aussi une action nucléaire d'Israël.

La situation au Liban après la guerre de 2006 est caractérisée par l'émergence encore plus forte du Hezbollah, vainqueur et légitime en tant que force populaire et anti-impérialiste. Une situation qui montre une fracture persistante dans le camp philo-impérialiste et son incapacité à y venir au bout après le retrait syrien. Dans tous les cas, on attribue toujours à la Syrie l'origine des maux libanais. Les 5 et 6 septembre 2007 des avions israéliens ont effectué un bombardement sur des bases en territoire syrien sous prétexte de détruire un fantomatique laboratoire atomique installé avec technologie nord-coréenne.

L'objectif était peut-être, en réalité, de tester la couverture radar et les temps de réponse du système aérien et anti-aérien de Damas.

La Syrie en fait se dote d'un système de missiles de courte portée, fourni par les Russes (batteries nommées Pantsyr S1E, sur plateformes mobiles portées sur des véhicules blindés). Les livraisons russes prévoient 3.000 missiles tout de suite, prêts à l'emploi, et 9.000 autres en réserve. Ce Pantsyr est un missile antiaérien d'une portée de 20 km en rayon et de 1 km en d'altitude, et il est source de grands soucis pour les bellicistes sionistes.

En ce qui concerne l'Afghanistan suite au développement vigoureux des opérations de la guérilla talibane, la contradiction entre « mission de paix » et mission de guerre se manifeste clairement. Cette contradiction touche les puissances européennes (France, Allemagne, Italie) qui continuent à envoyer des systèmes d'armes, comme les chasseurs-bombardiers Tornado allemands ou les hélicoptères Mangusta, les drones Predator italiens, mais qui n'ont pas le courage (à cause des équilibres politiques sur le front interne) de modifier les mandats parlementaires pour participer explicitement et massivement aux combats et aux missions offensives. Cette contradiction a déjà donné lieu à des exhortations provocatrices à surmonter ces empêchements de la part du secrétaire

des Etats-Unis et du Conseil européen pour les affaires étrangère (auquel participe l'ancien ministre allemand J. Fisher).

Une véritable guerre mondiale montante, destinée à se développer suivant l'approfondissement de la crise générale et l'insolubilité de ses causes structurelles. Une crise qui dure désormais depuis 30 ans, la plus longue de toute l'époque impérialiste, et que ni les attaques continuelles contre les conditions de vie et de travail de centaine de millions de prolétaires (avec une énorme intensification de l'exploitation), ni l'innovation technologique (avec l'énorme intensification de productivité), ni la victoire dans la guerre froide (avec l'invasion économique de l'ex-camp socialiste), ni les nombreuses guerres chaudes de ces décennies autour du Tricontinent (avec le pillage des matières premières), n'a pu résoudre, en recréant des conditions nouvelles pour relancer un vrai cycle.

### Crise et lutte de classe en Italie

La crise générale se répercute évidemment sur les contradictions de classes et sur leur gestion en Italie comme dans les autres pays impérialistes. La conscience de la part de la bourgeoisie qu'on aille vers une aggravation de la situation et des contradictions pousse la classe exploiteuse à adapter son appareil de contrôle et de commandement. Les réformes institutionnelles infiniment débattues au sein de la classe dirigeante ont justement cette finalité. La chute du gouvernement Prodi, le résultat électoral d'avril, la réduction drastique de la « gauche radicale » et la montée de la vague réactionnaire, sont des événements qui se produisent dans la nécessité d'un gouvernement fort.

Cela tant sur le front extérieur, où l'on voit la mystification de "mission de paix" céder la place à la réalité de mission de guerre, que sur le front intérieur où l'attaque contre les conditions de vie de travail du prolétariat doit s'intensifier toujours pour en réduire les capacités de résistances et de riposte, et lui ôter toute représentation politique. Le bipartisme rigide, forgé avec les élections d'avril, est l'aboutissement de la concentration tendancielle des pouvoirs aux mains des partis bourgeois de gouvernement et de la tendance à l'exclusion, à la marginalisation jusqu'aux instances réformistes issus des secteurs populaires.

Ce qui n'est qu'un aspect secondaire de la vraie attaque contre l'instance politique de la classe ouvrière, à savoir la révolution, contre laquelle la bourgeoisie opère depuis des décennies, et sur différents plans: l'attaque économique-sociale, la liquidation conduite par le révisionnisme, le terrorisme d'Etat et la répression.

La subalternité et les ambiguïtés de la gauche bourgeoise ont ouvert la voie à un régime solidement réactionnaire, parce qu'adhérant de manière cohérente aux intérêts immédiats et stratégiques de la bourgeoisie impérialiste. La "réforme" institutionnelle de la P2 (centre occulte de pouvoir) de Licio Gelli est ainsi réalisée.

### La concertation, pivot de l'offensive anti-ouvrière

En entrant dans le détail, pour ce qui concerne le front ouvrier, déjà depuis les années '70, avec l'éclatement de la crise de surproduction de capital, les centrales syndicales et les partis réformistes révisent leurs stratégies. Avec la contraction des marges réformistes, ils adoptent la politique des

sacrifices, en s'associant au démantèlement progressif des conquêtes sociales contractuelles et normatives, en attaquant l'autonomie d'organisation et de lutte du mouvement ouvrier.

Toujours dans ces années, les plus grand syndicats italien mit fin aux politiques salariales en tant que « variable indépendante » de la dynamique économique. Le rattrapage automatique sur l'inflation sera graduellement supprimé, en provoquant ainsi une baisse progressive du salaire réel. Ce processus aboutira en 1984 avec l'élimination définitive de l'échelle mobile sur les salaires (le plus efficace système d'indexation ayant jamais existé).

Depuis lors s'est déployé une attaque incessante tout azimuts, visant à éroder tout ce que le mouvement ouvrier avait arraché en termes de droits, de salaires, de conditions de vie sociales et de travail. Accords de juillet 93, précarisation du marché du travail, flexibilisation des horaires, contreréformes successives du système des retraites, démantèlement et privatisation de l'état social: le capitalisme a avancé presque sans opposition vers son objectif d'augmentation des profits en intensifiant l'exploitation du travail.

Et cela jusqu'aux étapes récentes: les lois n°30 et n°66 ont élargi encore la jungle des typologies de précarité et des instruments disponibles pour le patronat pour moduler l'horaire de travail, jusqu'à la dernière directive européenne qui introduit les 65 (!) heures hebdomadaires. Tandis que la "réforme Maroni" a allongé l'âge de la retraite et en a réduit les montants jusqu'à 50 à 60% du précédent montant. Le gouvernement Prodi a confirmé cette même orientation en approfondissant l'attaque contre le prolétariat avec « l'accord sur le welfare » de juillet 07 et avec le démarrage définitif des fonds de pensions qui, loin d'être un instrument fiable de couverture de la retraite par l'investissement de la prime de fin de rapport, sont par contre un des plus gros vols perpétrés par le capital financier en utilisant gouvernement et syndicat.

Politiquement c'est une grande démonstration de la manière dont les réformistes et révisionnistes agissent pour asservir le prolétariat au capital, à ses lois de marché. La dernière fournée d'accord sur les Conventions nationales catégorielles exprime aussi clairement le caractère offensif du patronat, notamment avec la fragilisation de cette structure contractuelle et avec des augmentations salariales ridicules.

Les accords de '93, c'est-à-dire la politique de revenus opérée par la tristement fameuse 'concertation', étaient devenus en réalité le principal instrument de limitation et de réduction des salaires, à travers leur mise sous contrôle par le système de l'inflation programmée. Cette politique trompeuse s'est révélée maintenant avec le constat officiel de l'érosion salariale cumulée cette décennie (et qui au-delà des différents chiffres, est une érosion importante reconnue de toute part).

Et pourtant, face à la pression de la crise, même ces accords sont dépassés! Maintenant précisément, on porte aussi la main sur les modèles contractuels. Et par la trompeuse promesse d'améliorer les salaires à travers des mesures de défiscalisations des heures supplémentaire et des primes, on vise à rallonger les horaires de travail et à subordonner encore plus les salaires à la productivité de l'entreprise, dont les indices sont contrôlés par les patrons qui peuvent les manipuler à loisir.

De cette façon la Cofindustria (l'association patronale industrielle) et le gouvernement opèrent pour pousser au plus loin l'attaquer contre les acquis historiques du mouvement ouvrier, jusqu'à

l'élimination des conventions nationales catégorielles, ce qui concrétise actuellement en prolongeant leur validité de deux à trois ans, en réduisant leur portée normative ; et en déséquilibrant les négociations salariales vers les accords locaux (d'entreprise et territoriaux).

C'est pourquoi le patronat veut subordonner fortement des quotes-parts du salaire à la productivité et à la compétitivité.

On n'est pas encore arrivée à la réalisation de cette attaque, mais les objectifs poursuivis sont bien clairs ; d'un côté on vise carrément la plus-value absolue par l'allongement du temps de travail et l'érosion salariale, de l'autre on vise à déséquilibrer encore plus les rapports de forces entre les classes.

C'est par rapport à cet objectif que se révèle encore plus l'unité de fond de la bourgeoisie et ses serfs: les appareils syndicaux et les partis. Les centrales syndicales se révèlent complètement des subalternes organiques à ces logiques patronales, bien synthétisées par la ligne du P.D. : « D'abord la productivité et la compétitivité. Ensuite... ».

Une telle sujétion organisée ne s'explique pas dans le « champ des idées », mais bien dans la matérialité des compromis avec les structures capitalistes à tous les niveaux ; participation, appui aux banques, aux sociétés financières et aux groupes capitalistes "amis" jusqu'à l'actuelle entrée dans la cogestion des fonds de pension.

Cela, c'est le processus qui a transformé, avant l'Italie, les syndicats américains, anglais et allemands en piliers de capitalisme et en intermédiaires de la force du travail.

Tandis qu'au niveau des politiques du travail l'idée progresse d'un nouvel encadrement contractuel, qui en voulant légiférer sur la précarité pour la régler, finit justement par la généraliser encore plus. Une idée qui en une première étape se concrétiserait en une sorte de CPE contre lequel on a vu se battre avec acharnement la jeunesse française, jusqu'à en obtenir le retrait. Et il faut dire que depuis quelques années l'offensive sur ce terrain est incessante et répétée par les deux pôles de gouvernement (la droite et gauche bourgeoise), au point que l'on a une forte homogénéité même dans le personnel politico-technique chargé de la mise à point des lois successives.

Morts blanches? Meurtres de l'exploitation!

Dans la course au profit et à l'augmentation de l'exploitation, un chapitre particulier va à la soi-disant « sécurité sur les lieux de travail ». Les soucis pour la vie des travailleurs constituent ni plus ni moins un coût à limiter.

Cela est parfaitement logique et conséquent pour un système qui met au centre certainement pas la personne, mais sa réalité de marchandise force de travail. Au-delà des ignobles et hypocrites lamentations auxquelles nous devons assister quand la question remonte à la une dans toute sa brutalité, la réalité est faite du plus complet désintérêt ou de mesures inefficaces, puisqu'on se garde bien de toucher aux causes de ce massacre.

La sécurité comporte des coûts qui pèsent sur les profits ; et combien de fois nous voyons que la tendance est plutôt à la compression de ces coûts, notamment par le biais du système de sous-traitance. Tandis qu'à l'appareil d'état, à la classe politique, revient la tâche de mystifier, cacher,

comptabiliser le phénomène. Un exemple parmi tant d'autres: l'exemplaire sentence d'acquiescement envers les dirigeants assassins de Porto Marghera (le grand complexe pétrochimique aux portes de Venise).

Les chiffres, déjà, sont toujours falsifiés: les 1200/1300 morts au travail par accident chaque année ne sont en réalité que la pointe de l'iceberg. A cela faut rajouter les morts de travail au noir, qui pèse 25% de la masse de la force travail, ce qui signifie probablement 200/300 ouvriers morts en plus. Un chiffre qui n'apparaît pas dans les statistiques officielles, vu que les patrons du travail noir, souvent des véritables négriers, s'illustrent dans une des pratiques les plus immondes: celle de jeter les ouvriers morts ou gravement accidentés aux bords des routes en les faisant passer pour des accidents de la route.

Mais surtout on ne parle jamais, et on ne tient jamais le compte des ouvriers qui chaque année meurent des suites de maladies professionnelles, particulièrement du cancer. Et ils sont des milliers!

Pire encore: L'INAIL, l'agence préposée par l'état comme assurance sociale, fait tout pour ne pas reconnaître les maladies ni leurs conséquences, en se comportant comme des épiciers mesquins au moment d'ouvrir la caisse!

Il faut considérer que beaucoup de ces maladies ont souvent une longue latence et qu'elles ne se manifestent donc que des nombreuses années après, ce qui rend difficile la reconnaissance du rapport de cause à effet. Parfois telle usine, ou tel autre cycle productif se sont transformés, sont partis ailleurs ou n'existent plus ; et souvent la période d'exposition aux produits toxiques a été relativement brève (quelques années au cours de toute une vie). Et on n'y pense plus. Et quand on arrive à obtenir la reconnaissance, il faut faire les comptes avec les coupes dans les dépenses sociales et avec les différentes lois au service des patrons. Et pourtant certains estiment à environ 6000 (!) le nombre d'ouvriers qui meurent chaque année à cause de cancers et de tumeurs d'origine professionnelle.

Rien que le mésothéliome, la tumeur de l'appareil respiratoire causée par les fibres d'amiante, en tue un millier. Ce chiffre d'ailleurs en constante augmentation étant donné la très longue période d'incubation (jusqu'à 30/40 ans) ; c'est dans la prochaine décennie qu'on touchera au pic de cette courbe.

Dans bien d'autres pathologies cancéreuses, il y a une relation causale évidente avec des processus productifs spécifiques, à ce point que dans les différentes usines, on est frappés toujours par l'une d'elle précisément (au nez, au larynx, aux poumons, à la vessie, aux reins etc.) ; et pourtant les gros têtes de médecins et hauts fonctionnaires ne le comprennent pas ...

Aux maladies mortelles faut rajouter les maladies graves, invalidantes. Par exemple, celles qui frappent le squelette, les articulations, les mains, les bras, le dos, sur lesquels se décharge la violence des cadences et de répétitivité. Pathologies usantes, très présentes dans le secteur manufacturier, où se trouvent beaucoup de cycles à haut niveau de risque et de répétitivité. Les ouvrières sont tout particulièrement touchées en raison de la surcharge de travail auquel elles sont soumises, avec l'addition des tâches ménagères.

Là aussi, il n'est pas évident de les faire reconnaître en tant que maladies professionnelles. De plus,

ces maladies provoquent une détérioration immédiate et tangible de la qualité de vie, elles empêchent le travail, et obligent à des interventions chirurgicales et à de longues absences. C'est la raison pour laquelle on finit par être licencié(e), pour « incapacité à la tâche », ou parce que les absences, pourtant fortement motivées, dépassent le quota toléré. Le tout étant aggravé dans le cas des petites entreprises où, pratiquement, le Code du travail n'entre pas.

Les dommages que ces travailleurs subissent ne seront jamais réparés. Violenté(e)s dans leur corps et humilié(e)s dans leur dignité, utilisé(e)s et puis jeté(e)s comme des charges, condamné(e)s à une condition de marginalisation et d'humiliation sociales. Tout cela se passe à l'ombre de ce territoire social "off limit" qui est l'usine, le chantier, les lieux de production où n'entrent ni camera ni journaliste. Seuls les plus grands accidents rompent le silence, tout en donnant lieu à la gestion manipulatrice et réductrice dont nous avons parlé. Et les différents gouvernements de jouer la comédie en concédant quelques durcissements pénaux (ne passant jamais le seuil des amendes), tout en élargissant les mesures libérales pour le patron, comme la récente loi qui a raccourci les temps de prescriptions pour les infractions et délits de type capitaliste.

La question environnementale et écologique

Historiquement, nombre de luttes se sont développées sur la santé et contre "la mort par capitalisme". Les contenus de ces luttes ont débordés le périmètre de l'usine et été appropriés par un front social plus large, pour la défense de la vie et de l'environnement, contre l'utilisation destructrice du territoire et le développement porteur de mort qui est désormais devenu un caractère tragiquement distinctif du mode de production capitaliste.

Tout en voulant éviter l'erreur de catastrophisme, on ne peut pas ne pas constater que chaque symposium international de scientifiques et autres savants est justement malgré par le catastrophisme.

Que ce soit le problème du réchauffement planétaire et des altérations climatiques qui en découlent, que ce soit la mort des grands fleuves (par la pollution et la sécheresse) ou la croissante pénurie de l'eau ; que ce soit la bataille énergétique ou la progression exponentielle de la pollution industrielle/urbaine ; que ce soit la déforestation/désertification ou la disparition prévue des poissons de tous les océans (vers 2050), dans tous les domaines les évaluations et les prévisions scientifiques sont catastrophiques.

Or, les scientifiques, même s'ils sont eux aussi formatés par les logiques du système, par les lois du mode de production et par l'idéologie dominante, sont en un certain sens plus « exposés à vérité », en ce sens que la recherche scientifique met en contact avec l'élément de vérité, avec les lois de la nature et de la société, avant qu'elles soient appropriées, assimilées, mystifiées par la domination capitaliste. Nous ne disons que la science est neutre, mais nous relevons plutôt que, fonctionnellement, dans l'histoire, elle est devenue aussi force de vérité et de subversion (que l'on pense seulement à son rôle contre la tyrannie religieuse.)

Ce qui est intéressant, c'est que les analyses et les prévisions scientifiques confirment pleinement la vision historico-dialectique sur la trajectoire du mode de production capitaliste. Cette vision qui en a toujours indiqué son caractère destructeur inhérent, la voracité démentielle et criminelle qui

étendra d'autant plus ses effets que ses contradictions internes s'approfondissent (l'attitude arrogante des USA qui se foutent de tous les dégâts provoqués en est seulement la pointe de l'iceberg).

Rappelons-nous la première législation du travail, en Angleterre, vers 1830-40. Ce fut non seulement le résultat des premières vagues de révoltes et de luttes ouvrières, mais aussi de la « prise de conscience » de la part de secteurs bourgeois que le capitalisme était trop destructeur quand il est laissé à lui-même. C'est la raison pour laquelle on risquait de tuer au travail des générations entières d'ouvrier(e)s. A terme, on risquait de ne plus disposer de l'indispensable objet de l'exploitation.

La tendance destructrice du mode de production capitaliste recommence à se déployer largement quand se manifeste une « crise générale historique par surproduction de capital », comme l'actuelle qui a démarré dans les années 70 et qui n'a pas encore trouvé solution. Ces crises de caractère historique sont telles parce que le mode de production capitaliste se trouve face au cumul de ses contradictions fondamentales: contradiction entre le développement de forces productives et le maintien des rapports sociaux de production capitalistes, et chute tendancielle du taux de profit.

Les nombreuses contre-mesures mises en œuvre, et surtout le rapport de pillage et d'exploitation intensif de la périphérie impérialiste, permettent des taux de croissances suffisant à la perpétuation du système (quoique non comparables à ceux de véritables phases de développement capitaliste, comme entre 1945 et 1970), mais ne résolvent pas les causes de la crise qui au contraire, explose périodiquement de manière dévastatrice. Elle trainera, irrésolue et létale, jusqu'à déboucher dans l'unique solution possible en termes capitalistes ; l'énorme destruction de capital excédentaire par la guerre! Cela, ce furent les deux grandes boucheries mondiales. Et c'est l'actuelle « guerre infinie » de l'impérialisme, qui débouchera sur l'affrontement entre les grands bandits pour le repartage du monde et pour la destruction des excédents.

Unique alternative possible: la révolution prolétarienne qui balaie l'unique vrai excédent, le mode de production capitaliste!

Vues sous cet angle, les destructions environnementales et sociales en cours se révèlent comme des effets, des manifestations concrètes des lois susmentionnées, agissant de manière virulente dans la persistance de la crise générale historique.

La virulence du capitalisme chinois, par exemple, est lourde d'incommensurables dévastations. D'un côté, la mise sous servitude salariale de la grande masse de la population (à des taux d'exploitation destructeur, justement), d'un autre côté le développement d'une classe moyenne de "citoyens consommateurs". Ce qui signifie, à la taille chinoise environ 200/300 millions de consommateurs démentiels des stupidités polluantes les plus variés. A commencer bien entendu par le délire automobile. Mais que l'on pense, par exemple, à la chasse avide de toute matière première, comme le bois, et donc à l'impulsion donnée aux déforestations sauvages (comme celle de Bornéo) et ça pour produire du mobilier bon ton pour les nouveaux petits propriétaires de pavillon.

Il y a longtemps déjà, des scientifiques avaient relevé comme inconcevable un développement capitaliste « égal pour tous », parce que si d'autres aires du monde rattrapaient les niveaux de

production/consommation/pollution des USA, ce serait la mort assurée de la planète! Et en fait, on voit bien quel cataclysme cela est devenu, même pour la production et gestion des ordures.

Face à un tel cadre il y a de quoi se demander comme on peut penser corriger quoique se soit en restant dans les limites du système qui en est la cause.

La question est tout simplement et uniquement: le mode de production.

Les migrations: produit et nécessité du capitalisme

Un autre aspect de la crise dans la phase impérialiste du capitalisme, c'est la dimension atteinte par les migrations humaines à la recherche du travail, impulsées par la paupérisation de régions entières de la planète, causée par le pillage impérialiste. Cela qui correspond aussi, sous une forme actuelle, à une des lois fondamentale du capitalisme: avoir à disposition une armée industrielle de réserve.

Depuis toujours le capitalisme, pour s'affirmer et s'étendre, doit littéralement secouer, envahir et dévaster les formations économiques et sociales précapitalistes qu'il trouve sur son chemin. Il doit briser la résistance des populations à se faire dominer par un mode de production imposé. Il écrase les économies de subsistance, appauvrit et exproprie des populations entières en leur volant leurs ressources, en créant des réserves de force de travail "disponible". Cela se passe dès le début du capitalisme et dans sa phase impérialisme cela prend des proportions géantes. Des millions et des millions de personnes, au risque de leur vie, abandonnent leurs terres pour franchir les frontières à la recherche de travail et de bien-être.

Et si la grande partie des masses migrantes provient du Tricontinent, on ne peut pas négliger non plus l'incessant flux Sud-Nord interne à notre pays même. Cette migration étant d'ailleurs en forte reprise ces dernières années. C'est un énorme armée industrielle de réserve sur l'importance de laquelle Marx et Engels ont beaucoup insisté: le capitalisme a besoin d'un terrain de misère et de précarité pour exercer son chantage sur les travailleurs qui doivent voir qu'ils sont pas indispensables qu'il y a "la queue au portillon", qu'il y en a toujours plus d'autres prêts à se faire exploiter (à l'aide de toute l'ordure idéologique bourgeoise: racisme, esprit colonialiste prétention civilisatrice fascisme).

Utiliser les chômeurs contre les occupés, ceux qui on moins de droits contre ceux qui en ont plus, c'est une arme historique de la bourgeoisie pour contenir le salaire et les droits, pour augmenter les niveaux d'exploitation.

Les charlatans de la classe politique et médiatique radotent quand ils disent vouloir résoudre les problèmes d'immigrations, de chômage, de précarité et de misère. Ce qui compte, ce sont les faits: leur système économique produit et se nourrit de ces plaies, systématiquement et nécessairement. Au contraire de résoudre les problèmes, on reproduit et élargit les mécanismes du chantage vers les immigrés avec les différentes lois pareillement promues par les deux alliances de gouvernement (droite et "gauche"). Dans le genre: « ou tu te fais exploiter et tu te tiens bien, ou pour toi c'est la misère, la clandestinité, l'expulsion, les camps de concentrations comme les CPT »

Pour les jeunes aussi, l'avenir c'est l'armée industrielle de reserve

Si cette armée industrielle de réserve est à coup sûr constituée en grande partie par la force de



travail immigrée, il ne faut pas négliger qui il y aura toujours plus les jeunes à la recherche d'un premier emploi.

La nécessité de pays impérialiste (comme le notre) de « maîtriser les dépenses publiques » pour en dégager des ressources destinées aux entreprises et pour secourir un système économique qui se défait, implique des mesures qui aggraveront inévitablement le chômage des jeunes.

La prolongation constante de l'âge de retraite et la récente disposition du gouvernement Berlusconi qui rétablit le cumul entre revenu de travail et retraite, ce sont des mesures qui pèsent directement sur les possibilités d'emploi pour les jeunes. Déjà aux prises avec les vexations de la précarité (il y a désormais un pourcentage de 40% d'embauche en CDD parmi les 15-25 ans) ces jeunes doivent aussi faire face au développement du chômage.

Dans le système capitaliste en crise les jeunes ne sont pas une ressource, ils sont un problème.

Un problème à affronter en les dominant encore plus, en les exploitant, en les grugeant comme cela a été le cas avec l'institution des fonds de pensions. Ceux-ci furent présentés comme la meilleure solution pour leur garantir la retraite, désormais compromise par la suite de "réformes", et ce sont en réalité le meilleur instrument aux mains du capitalisme financier pour voler légalement les indemnités de fin de contrat des travailleurs.

Arnaques désormais évidentes, avec la publication des premiers rendements ; qui étaient meilleurs avec le système classique.

Enfin entre précarité, chômage, sombres perspectives futurs, les jeunes sont pris dans la nasse de la misère et des dettes.

Il est à remarquer que les jeunes ont carrément été habitués à vivre le concept de "dettes" à partir de l'école où, avec les dernières "réformes", on a introduit les "dettes de formations". Comment ne pas penser que les récentes "réformes" du système scolaire ne donnent pas priorité à la création de l'élite de la future classe dirigeante, élevée dans les écoles privées, au détriment de la grande majorité de jeunes qui se trouvent dans une école défavorisée, que l'on devine à nouveau n'être qu'un simple parking, un amortisseur social du chômage.

L'histoire a une dynamique en spirale, les événements ont tendance à se représenter à un niveau chaque fois supérieur. Ainsi grâce à la tabula rasa des conquêtes du passé, un véritable saut générationnel est en train de se produire. Dès les années '80 le mouvement ouvrier et étudiant s'est défendu contre l'érosion de conquêtes. Maintenant que ce processus a touché son point culminant, avec la dernière attaque contre la structure des conventions nationales catégorielles, on peut dire qu'ils ont brisé les plus importants instruments de protection des droits et des salaires, et qu'il se développe un scénario où se représente la lutte pour reconquérir ces mêmes droits et pour relancer l'autonomie organisationnelle et de lutte du mouvement ouvrier.

Un emploi fixe, un salaire décent, la sécurité sur le travail, une retraite digne, l'éducation, le logement et un service de santé public, comme structures du bien-être collectif, ce sont tous des thèmes sur lesquels les jeunes doivent encore et toujours plus se battre ; non pas dans des termes de défense, mais de conquête — et dans un contexte différent de celui de leurs parents.

Un contexte dans lequel la crise générale empêche une issue positive aux « luttes économiques », raison fondamentale de la réduction drastique du réformisme, et qui en même temps pousse les luttes à se lier plus facilement à la critique radicale du mode de production capitaliste, ayant pour fin sa destruction. En sachant développer l'autonomie ouvrière au-delà de la carte syndicale, ce qui doit prévaloir c'est l'intérêt matériel et politique des travailleurs. Les jeunes, perçus toujours plus comme un problème, des excédants à gérer, chair à exploitation, sont au contraire contre la meilleure ressource de la révolution, la plus énergique, la plus en phase avec leur temps.

Oppression de genre : la lutte pour la libération ne peut être que révolutionnaire!

Là aussi une vague de dégradation sociale s'est abattue, portée par les politiques d'intensification de l'exploitation et les formes d'idéologies réactionnaires qui leur correspondent. C'est une tendance vive en tous les champs de rapports sociaux et en premier lieu, bien sûr, les rapports de production. Dans chaque champ social (et partout dans le monde capitaliste) la condition de la femme est repoussée en arrière, de pair avec la résurgence des pires instincts machistes et de l'obscurantisme religieux.

Certain(e)s s'étonnent de tout cela, comme si progrès et acquis sociaux avaient été enregistrés pour toujours dans le château en papier des lois et des constitutions. C'est la « candeur » réformiste, selon laquelle on croit résoudre le problème sur le plan formel des règles juridiques, sans en toucher ni en attaquer la substance, la cause.

Au contraire, la substance, la cause est toujours là, active et agissante: la société de classe, basée sur la violence et l'oppression! On peut regarder avec horreur la burqua ou la lapidation dans les états capitalistes-féodaux (valets de l'impérialisme, qui se garde bien de soulever là la question des droit de l'homme), par exemple et il existe sûrement des différences dans le pire. Pourtant, si l'on considère les dizaines de femmes tuées chaque année dans le foyer, en Italie, et le million (à peu près) qui sont battues, on se rend compte que la substance est très semblable! Globalement, l'offensive réactionnaire (avec à sa tête le Vatican et autres coterie religieuses, avec sa forme spécifique à chaque pays) poursuit le même objectif: réaffirmer la domination masculine, maintenir les femmes en état d'infériorité, et cela en rapport aux exigences de l'organisation économique de l'exploitation sociale capitaliste.

Pour cela par exemple, l'occupation féminine (ouvrière et employée) aux plus bas niveaux, correspond à la plus grande fragilité contractuelle, à la plus grande précarité (la grande majorité des temps partiel), au fait d'être exposé la première à l'expulsion du cycle productif. Et donc toujours à cheval avec le ghetto domestique, toujours sous la chantage d'y être renvoyée — ghetto domestique qui reste une des pires formes de servitude encore existante.

Cette condition d'oppression économique, sociale et culturelle des femmes est accompagnée à l'époque impérialiste de l'utilisation instrumentale de l'émancipation elle-même. L'impérialisme est aussi, par rapport à la contradiction de genre, un maître expert dans l'impulsion d'un secteur ou groupe social coopté et utilisé comme appât pour diviser, confondre et enfin aller s'opposer à l'intérêt général des masses. Les exemples les plus clairs sont la formation de « l'aristocratie ouvrière » et des bureaucraties politiques et syndicales, par lequel entretient l'opportunisme au sein

de la classe ouvrière, du prolétariat.

Dans le même but, le féminisme bourgeois, qui oriente les luttes contre l'oppression de femmes vers des solutions individuelles, est utilisé. L'impérialisme s'intègre la conception du féminisme bourgeois qui soutient la participation individuelle aux positions de pouvoir dans la société de classe. Et c'est ainsi que l'on a des femmes qui occupent poste de présidente de l'Association patronale, de magistrate, qui dirigent la police, qui sont gradées dans l'armée, directrice de prison, ministre de la défense, dirigeantes de multinationales et jusqu'au plus haut niveau, celui de premier ministre.

Le féminisme bourgeois soutient que l'accession de quelques femmes à des positions de pouvoir est une victoire des femmes en tant que catégorie, tandis qu'en réalité, cela est utilisé comme arme pour repousser en arrière la grande majorité des femmes. La carrière de ces quelques femmes, leur possibilités d'accéder à certains privilèges dans une société qui reste marquée par le machisme, se convertit inévitablement en action pour reproduire ces privilèges dans l'unité avec toute la classe des oppresseurs et contre les femmes de la classe ouvrière et des masses populaires.

L'exemple le plus clair de l'action corporatiste-impérialiste dans cette contradiction est l'utilisation qui en est faite pour supporter les guerres de conquête et d'occupation. La "libération" de la femme opprimées par des rapports féodaux, comme propagande pour soutenir le renforcement de l'oppression de peuples entiers, et donc aussi des femmes qui en constitue "l'autre moitié du ciel".

Pour une compréhension plus approfondie il peut être utile de relire Engels qui écrivait en 1884: « le mariage monogamique fut la première forme de famille qui ne fut pas fondé sur des conditions naturelles, mais sur les conditions économiques. Et plus précisément sur la victoire de la propriété privée contre la propriété commune, originaire et spontanée. La domination de l'homme sur la famille et la procréation de fils étant incontestablement de lui, furent les buts uniques et exclusifs du mariage monogamique. La monogamie n'apparaît ainsi, en aucune façon dans l'histoire comme la réconciliation de homme et de la femme, et encore moins comme la forme la plus élevée de cette réconciliation. Cela apparaît au contraire comme la soumission d'un sexe à l'autre, comme l'affirmation d'un conflit entre les sexes jusqu'alors inconnu dans toute la préhistoire (...). La première opposition de classe qui apparaît dans l'histoire coïncide avec le développement de l'antagonisme homme-femme au sein du mariage monogamique, et la première oppression de classe coïncide avec celle de la femme de la part de l'homme (...).

Dans l'organisation sociale communiste primitive, l'activité domestique confiée aux femmes était une activité économique de caractère public, socialement nécessaire, égale à l'activité avec laquelle les hommes se procuraient les aliments. Avec la famille patriarcale, et encore plus avec la famille monogame, la direction de l'activité domestique perdit son caractère public. Devenue service privé, la femme devint la première servante, exclue de la participation à la production sociale (...).

La famille moderne est fondée sur la servitude domestique, ouverte ou masquée, de la femme. Dans la famille, l'homme représente le bourgeois, la femme le prolétaire (...)

Dans l'industrie, le caractère spécifique de l'oppression économique sur le prolétariat ressort dans toute sa force seulement après que se soit éliminés tous les privilèges particuliers de la classe

capitaliste, après qu'aient été établie la pleine égalité en droit entre les deux classes sur le plan juridique. La république démocratique n'élimine pas l'antagonisme entre les classes ; au contraire elle lui offre, la première, son terrain de lutte. Et ainsi aussi le caractère spécifique de la domination masculine sur la femme dans la famille moderne et la nécessité, sinon la manière d'instaurer une égalité sociale effective entre les deux sexes, apparaîtront sous leur lumière la plus crue quand tous les deux seront pourvus de droits parfaitement égaux, sur le plan juridique. Il apparaîtra alors clairement que l'émancipation de la femme a pour première condition sa réintroduction dans l'activité productive, et que cela requiert à son tour l'élimination de la famille monogamique en tant qu'unité économique de la société. » (F. Engels: Origine de la famille, de la propriété privée et de l'état).

Tout ce passage est d'une incroyable puissance, tant pour l'époque à laquelle il a été écrit que par la capacité d'anticipation sur les étapes à franchir vers la libération sociale. Dans l'orgie de mystification que le capitalisme produit et impulse dans tous les rapports sociaux, dans tous les espaces socio-économiques, il faut comprendre aussi le déferlement et la banalisation de l'attitude de prostitution (« toute personne à son prix »).

Comme on sait, cette vague de dégénération sociale a touché des fonds inégalés en ces années de réaction libérale-obscurantiste. Parce qu'au delà des polémiques, la société bourgeoise s'arrange bien du rôle réactionnaire des religions... Leur double morale, sociale et sexuelle fait partie du jeu, elles sont spéculatives et complémentaires ("la femme mère ou pute") et enfin, toute la classe politique bourgeoise s'agenouille, révérencieuse.

Cette vague a acquis encore plus de vigueur avec l'effondrement du mur et le déferlement du capitalisme le plus sauvage et le plus criminel à l'Est. Une conjonction particulièrement abominable s'est formée entre la néo-colonisation de la part du grand capital multinational, la formation du grand capital local et le pillage effréné de toutes les ressources sociales, l'appauvrissement brutal de masses prolétariennes, des véritables formes d'esclavagisme et déportation vers l'Ouest. Le tout avec le concours et la protection, dans les zones de crises comme les Balkans, des "armées humanitaires" qui accompagnent cette belle modernisation. Il y a des témoignages d'ouvrières rebelles en Albanie qui décrivent les liens existants entre les usines de la superexploitation par les capitalistes italiens(ou autres impérialistes), les milices qui les servent et qui font partie de la bourgeoisie maffieuse, propriétaires de bordels alimentés en partie avec les ouvrières de ces mêmes usines ; et enfin les "braves soldats" qui disent ne rien voir de ces trafics (sauf pour en profiter), tandis que leur héroïque hiérarchie collaborent fructueusement avec de telles "forces de l'ordre".

Ces conditions, cette militarisation des usines et des contextes sociaux environnants, sont très répandues dans le Tricontinent, particulièrement dans les "zones économiques spéciales". Que l'on pense aux maquilladoras mexicaines, toutes près des USA (avec le cas de Ciudad Juarez où des centaines de jeunes ouvrières ont été enlevées et assassinées), au Nigeria, à l'Inde ou à la Chine. Cela se propage aussi dans les métropoles du centre, impliquant un important recul sur le terrain de l'oppression de genre. Pour ses nombreuses implications sociales et culturelles, par le fait même que cela pèse sur la moitié du prolétariat, c'est un terrain fondamental déterminant dans les deux sens: ou, comme la précarisation, cela tire vers le bas toute la condition sociale prolétarienne ou cela

devient un terrain d'affrontement, et donc de libération d'énormes forces pour la révolution.

Et c'est la grande leçon qui nous vient de régions du Tricontinent où la révolution, la guerre populaire progresse: partout la participation de femmes est de très haut niveau et leur lutte de libération est centrale dans le processus révolutionnaire en cours. De leurs expériences, on tire aussi des indications fondamentales sur les raisons pour lesquelles ce processus est inséparable de son caractère politico-militaire, inconcevable sans lui. Partout les premiers pas consistent en l'armement des revendications principales, dans ce sens précis que les structures et les figures de l'oppression sexiste et de classe (de cette classe qui souvent se présente comme une classe de capitalistes maquereaux) doivent être combattues.

D'où venons-nous?

Marx a dit que l'Etat était une bande armée composée de la police, de la magistrature et de quelques annexes. Lénine, en développant la théorie et praxis de la révolution comme processus de lutte pour le pouvoir ayant pour fin l'extinction des classes et donc de l'Etat, a toujours combattu les velléités réformistes.

L'Etat est une machine d'oppression de classe et la solution du problème ne réside que dans le processus révolutionnaire qui pourra conduire à l'extinction des classes et au communisme, à une réelle communauté humaine. La praxis du mouvement communiste a disqualifié pour toujours celui qui s'abaisse au compromis sur cette simple question: L'Etat bourgeois, on ne le change pas, on l'abat. Depuis, la bataille fondamentale a toujours été celle contre les différentes formes de concessions, compromis et de défiguration de la lutte prolétarienne révolutionnaire.

Nous, comme partie du mouvement révolutionnaire actuel, nous descendons de cette histoire. Quels ont été les passages qui nous ont conduit jusqu'ici?

Historiquement, c'est dans la dialectique de la lutte de classe, et entre révolution et contre-révolution, où déferlent les vagues d'offensives révolutionnaires et de contre-offensives réactionnaires, cette dernière se caractérisant aussi comme reprise d'influence, parfois d'hégémonie, au sein du camp prolétaire. Cela se réfléchit dans la bataille politico idéologique en déterminant l'émergence de positions et, au fur et à mesure, de lignes orientées vers la conciliation de classe, c'est à dire à la soumission du prolétariat au système capitaliste et à son cadre institutionnel.

Au cours des premières grandes vagues de révolutions de 1800 (particulièrement celle de 48' qui secoua toute l'Europe), le mouvement ouvrier fut ascendant et atteignit des étapes supérieures, jusqu'à la formation des grands syndicats et partis ouvriers. Sur cette lancée (marqué par des répressions sanglantes) il arriva jusqu'à la fondation de la première International qui fut un progrès énorme en faisant entrer sur la scène historique l'idée et la praxis vers un monde sans frontières, vers une authentique communauté humaine.

Mais pour quelque puissant que fut le mouvement ouvrier à ses origines, il ne pouvait être épargné par l'émergence des contradictions ni par la dialectique, déjà mentionnée, de la lutte des classes. Ce fut en particulier autour du plus grand épisode de lutte révolutionnaire du siècle, à savoir la Commune de Paris, que se révéla une première grande fracture interne: celle entre anarchistes et

socialistes.

La Commune fut la première tentative de prise de pouvoir. Défaite rapidement et de manière barbare, surtout à cause des conditions objectives immatures (comme le relèvera Marx) et de certaines limites intrinsèques dû à un développement encore primitif des forces révolutionnaires, elle reste tout de même la glorieuse annonce du monde nouveau. Cette expérience s'imposera par la suite à toute l'histoire révolutionnaire du prolétariat.

La principale contradiction tournait autour de la question « Que faire du pouvoir, une fois celui-ci conquis? » Et avant tout, comment le défendre? Ainsi, l'esprit anarchiste influent de l'époque s'affirma dans la limite la plus importante de la Commune, à savoir dans l'incapacité à maintenir le pouvoir, dans l'incapacité à concevoir le processus révolutionnaire aussi comme guerre révolutionnaire ayant pour but d'attaquer et de briser l'appareil militaire de l'état bourgeois.

Tandis que les anarchistes concevaient le processus révolutionnaire comme démolition immédiate et continue du pouvoir, comme possibilité d'y substituer des formes organiques d'auto-organisations sociales, les communistes voyaient la nécessité de passer par une phase de transition dans laquelle, nécessairement il fallait remplacer l'Etat de la dictature bourgeoise par un système de pouvoir défini comme dictature du prolétariat, qui peut, sur une base de classe précise, mener à son terme le complexe et difficile processus révolutionnaire.

L'histoire a ensuite largement démontrée (et jusqu'à aujourd'hui) que la transformation socialiste adviendra, pour longtemps encore, dans le vif des contradictions de classe (qui ne disparaissent pas « par décret » dans la phase insurrectionnelle). La transformation des rapports sociaux de production est le terrain décisif, mais ce sera justement compliqué avant tout par les différentes résistances et résurgences du vieux monde. Cela ne se nourrit pas seulement des "résidus" des vieilles classes exploiteuses, mais aussi de l'héritage culturel des siècles de société de classe: la force de l'habitude, les instincts égoïstes de l'exploitation et d'oppression, la mesquinerie mercantile. « L'hydre aux mille têtes de la petite propriété à laquelle, sans cesse, quotidiennement, s'alimente la tendance au capitalisme » (Lénine).

Cela veut dire que la société révolutionnaire sera encore pour longtemps un champ de bataille — et aussi vers l'extérieur puisque l'impérialisme agresse dès le premier moment toute tentative révolutionnaire: seule la dictature du prolétariat peut garantir les conditions essentielles pour progresser dans le processus de transformation sociale, dans l'édification socialiste. La vision anarchiste, en ce sens, pêche par présomption idéaliste en regardant les protagonistes de l'insurrection comme à des acteurs complets et capables de résoudre tous les problèmes. Non seulement ils ne le sont pas, mais en plus il y a toute une réalité, également populaire, à tendances conservatrices, subordonnées aux forces réactionnaires.

L'absence de volonté d'affronter la complexité du processus révolutionnaire et certaines étapes désagréables mais fondamentales, amène la position anarchiste à une sorte d'impuissance: soit à un extrémisme sans perspective, soit à la capitulation dans la culture du ghetto. Donc, la rupture avec les anarchistes fut nécessaire, comme à chaque nouvelle expérience révolutionnaire la redéfinition d'une ligne politique correcte surgit toujours dans « la lutte entre deux lignes ».

Mais d'autres ruptures seront bien plus graves, puisque les anarchistes resteront quand même une composante révolutionnaire.

L'affirmation du mouvement ouvrier entre la fin du XIXe et le début du XXe amena la création de grands partis et à la conquête des premiers droits politiques, sociaux et civiques importants, dont l'entrée au parlement bourgeois. Mais l'affirmation électorale fut si forte en nombre de pays européen qu'elle engendra une déviation nouvelle et bien plus grave: l'illusion de la voie parlementaire, du passage pacifique et progressif au socialisme.

La tendance au compromis, à la liquidation des objectifs historiques du mouvement ouvrier, devint une véritable force politique et idéologique, la dégénération, dans la pratique, d'une partie de ces partis prit forme d'une position et ligne politique. Naquit ainsi le révisionnisme marxiste. Bernstein en premier, puis Kautsky, à savoir deux des plus éminents dirigeants de la social-démocratie allemande, lui donnèrent sa forme idéologique organique. Ils réalisèrent ce qui était une tendance existant au sein de la pratique du mouvement ouvrier depuis des décennies.

Marx et Engels menèrent des luttes virulentes contre la corruption de dirigeants des Trade Unions (les syndicats anglais), contre la tendance à embourgeoiser les ouvriers (esprit de petits propriétaires, actionnariat populaire, chauvinisme et racisme... comment dire... nos problèmes ne sont pas si nouveaux que ça!).

Ce tournant négatif est la matrice des vagues successives de capitulations et de dégénération internes au mouvement ouvrier et à ses partis — ces vagues qui se déterminent dans le vif de la lutte de classe au moment où la tendance révolutionnaire s'affaiblit ou se défait. Le révisionnisme arrive alors à se propager, à s'acquitter de son rôle de "cheval de Troie" de la bourgeoisie et de son idéologie dans le camp prolétarien en dénaturent la lutte, en la rendant inoffensive et subordonnée au système. Pire encore, en transformant le prolétariat en masse de manœuvre pour les politiques de l'Etat bourgeois et du capitalisme: chair à canon dans la compétition commerciale mondiale comme dans les guerres impérialistes. Ce fut la grande leçon de la plus complète trahison révisionniste: quand au déclenchement de la « grande guerre » (1914-18), les révisionnistes, hégémoniques en la majorité des partis socialistes/social-démocrates, votèrent les crédits de guerre et participèrent à la mobilisation des masses pour la grande boucherie!

Les révisionnistes eurent la responsabilité de détruire l'unité internationale des ouvriers et des peuples: le Deuxième Internationale s'écroula.

La reconstruction du mouvement révolutionnaire et d'authentiques partis ouvriers (qui dorénavant s'appelleraient communistes) se fit en rupture avec cette infâme trahison. Ce sera en même temps justement le développement de la guerre qui, aiguisant les contradictions de classe, dévoilera la nature immonde de cette guerre entre bandits impérialistes (quelle « défense de la patrie »!), qui amènera à maturité les conditions de la puissante vague révolutionnaire commençant démarrer avec la révolution russe.

Il faut avoir à l'esprit les niveaux de mobilisations réactionnaires et hystériques des masses avant 1914 et durant les débuts de guerre (avec un véritable lynchage politique et parfois physique, des rares révolutionnaires qui s'y opposaient) pour comprendre que rien n'est jamais perdu, que le jeu

des contradictions peut transformer radicalement la situation. Et alors la grande tromperie devient la grande colère des masses. Nous disons en analogie précise avec la situation actuelle, apparemment obscure, dominée par le déferlement réactionnaire et les vents de la guerre. La puissante vague partie de Russie se concrétisa aussi en la formation de la nouvelle Internationale Communiste. Véritable quartier-général qui coordonna et soutint les tentatives de luttes révolutionnaires partout dans le monde, en donnant un élan inimaginable jusqu'alors à la révolte anticoloniale parmi les peuples opprimés par l'impérialisme.

Ce fut ainsi que montèrent en puissance certaines révolutions de libération nationale, dirigées par les PC locaux. Celle de la Chine en sera la plus importante, tant par le poids spécifique de ce pays soit par les grands apports théorico-pratiques offerts par cette révolution — apports se résumant dans le maoïsme, comme développement du marxisme-léninisme. Le premier et plus important de ces apports fut celui qui permit PCCh. de mener et gagner une guerre révolutionnaire très longue (pratiquement 30 ans), contre des ennemis très puissants, ce qui fut synthétisée par Mao dans la théorie de la "guerre populaire". Les nombreuses expériences de guerre de libération nationale qui suivirent en confirmèrent la validité.

Dialectiquement l'insuccès d'autres modèles, leurs défauts de vision, et enfin leur échecs, même héroïques (comme le foquisme guevariste), finirent par mettre en valeur le caractère de validité universelle, historique, de la guerre populaire prolongée — avec cette réserve que, dans le centre impérialiste, on n'a pas encore vu aboutir un processus révolutionnaire. Disons carrément que c'est le grand défi de notre temps: conjuguer les enseignements du caractère universel de la guerre populaire prolongée aux caractères spécifiques de centres impérialistes.

La force et l'avancée pratico-théorique réalisées par Mao et le PCCh leur permirent d'affronter la deuxième grande vague révisionniste. Celle là émergea dans les contradictions de la 2ème guerre mondiale et des résistance au nazi-fascisme: prévalèrent alors les tactiques de compromis avec les fractions bourgeoises et le bloc impérialiste à direction US jusqu'à la pleine collaboration dans l'instauration de régimes de "démocratie formelle" bourgeoise.

Le PCI de Togliatti fut un des protagonistes de ce tournant pas du tout pacifique, puisque jusqu'en 1948/49, la tendance révolutionnaire s'imposa à plusieurs reprises à différents moments de durs affrontements politico-sociaux, parmi lesquels le plus aigu fut celui de juillet 48, suite à l'attentat perpétré contre Togliatti, et qui provoqua un véritable mouvement insurrectionnel (d'ailleurs endigué par Togliatti lui-même) et dans la poursuite d'une lutte armée déterminée contre fascistes, patrons et cléricaux (la "Volante rouge"). Finalement, l'œuvre de compromission des néo-révisionnistes s'imposa: "épuré", le PCI remplit les prisons (vidées de fascistes grâce à une amnistie conciliatrice) de partisans. Le PCI démarra son chemin institutionnel qui, de repentir en repentir, devait l'amener à se transformer en pilier de l'ordre capitaliste-impérialiste.

Cette affirmation du révisionnisme fut avant tout rendu possible par les insuffisances de la ligne de gauche interne au PCI. Elle ne réussit pas, à vrai dire, à se constituer en véritable, en ligne organique, à faire un travail de fraction (selon la conception léniniste) et en préparant ainsi la reconstitution du parti par la rupture inévitable, en développant le formidable potentiel



révolutionnaire exprimé par la Résistance. Plusieurs facteurs accumulés des années durant avaient pesé sur ce résultat, en particulier le poids du dogmatisme, c'est-à-dire de cette tendance qui, s'enfermant dans la défense des principes idéologiques, n'arrive pas à les traduire, dans une articulation politique vivante, en une ligne et une stratégie adéquates à la situation, en praxis révolutionnaire.

Il n'y a pas eu la capacité d'agir, d'articuler la lutte entre deux lignes (selon la conception maoïste) ; il y a eu par contre subordination à la dérive bureaucratique du centralisme démocratique, par laquelle la direction révisionniste arrivait à contrôler le PCI. Mais les ambiguïtés programmatiques de la Résistance pesèrent aussi (et cela dans toute l'Europe occidentale). Elles amenèrent à l'abandon de l'objectif de la révolution socialiste, à la faveur du "compromis démocratique". Sur ce nœud fondamental, la gauche avait été incapable de se constituer en tant que telle.

Ainsi, une grande bataille pour la reconstruction du mouvement communiste démarra dans les années '60 et aboutit à la reprise révolutionnaire en 1968/69. Cette reprise dans les pays impérialistes gravitait autour de l'épicentre révolutionnaire de ces décennies là, déplacé dans les périphéries opprimées par le colonialisme. Ici, la lutte révolutionnaire s'embrasait et les avancées furent historiques: Chine, Vietnam, Algérie, Cuba, etc.

Tandis que le révisionnisme et le réformisme, dans les pays impérialistes, trouvaient une base matérielle importante dans le puissant développement capitaliste qui suivit les colossales destructions de la deuxième guerre mondiale, dans les surprofits du pillage colonial et dans le consumérisme de masse.

Les forces révolutionnaires, réduites au minimum, commencèrent à se reconstituer dans les années '60, en osmose avec la nouvelle vague internationale mentionnée. Mao et le PCCh ne menèrent pas seulement une bataille ouverte contre la vague révisionniste déclenchée par Khrouchtchev en URSS, ils lancèrent aussi la Révolution Culturelle Proletarienne qui fut un pas énorme pour dépasser les limites et les contradictions de l'édification socialiste, et la prise en compte du fait que la lutte de classe continue aussi dans ce cadre et qu'il fallait avancer en s'appuyant sur la mobilisation des masses, sur leur protagonisme conscient et critique. Ce fut un grand pas en avant par rapport à la vision « économiste » qui avait prévalu en URSS. Le développement de forces productives est sûrement fondamental, mais conjointement à la transformation des rapports sociaux de production.

Enfin, la révolution en Chine rétablissait qu'il ne peut pas y avoir de "coexistence pacifique" avec l'impérialisme et que l'unique perspective était l'internationalisme prolétarien en soutien à toutes les révolutions dans le monde.

Ce furent ces précieux apports qui permirent de retrouver des points de repère et un élan, en confirmant que la révolution est mondiale dans sa substance et sa dynamique et qu'elle est nationale dans sa forme spécifique.

La Révolution Culturelle en Chine et les mouvements de libération nationale anti-impérialiste à l'offensive sur une grande partie du Tricontinent, exercèrent une influence positive aussi sur la situation politique du pays impérialiste. Ils contribuèrent en particulier à la caractérisation anti-

révisionniste et anti impérialiste du tissu d'avant gardes qui allait en se formant dans les mouvements de masses surgis des contradictions du mode de production capitaliste, contradictions qui se représentaient dans la crise latente, depuis la deuxième moitié des années '60.

En Italie, au cours des années 1968/69, la soudure entre la partie prolétarienne du mouvement étudiant (qui, à partir de la critique de « l'école des patrons », a fait murir la détermination à se libérer de la tutelle révisionniste) et l'avant garde ouvrière qui expérimentait la trahison syndicale des intérêts de classe, se confirma.

Il se forma ainsi un grand camp prolétarien révolutionnaire au sein duquel se développa la conscience que l'émancipation de classe, dans le contexte de la crise générale montante du système ne pouvait plus se développer uniquement sur le terrain de luttes économiques, mais qu'il fallait poser à nouveau la question politique: la nécessité d'arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie. La révolution prolétarienne redevint une perspective praticable pour une partie significative de l'avant-garde de la classe. Et un débat et une opposition entre groupes révolutionnaires se développa sur les parcours à entreprendre. La phase de « l'assaut du ciel » comme présumé le débat sur l'utilisation de la force et de la violence prolétarienne, d'où découleront parcours d'organisation de l'offensive et de la lutte armée. Les mouvements de masse comme celui de 1977 se posèrent sur ce terrain. Les organisations d'avant-garde, dont les Brigades Rouges furent le principal exemple, se mesurèrent à la tâche de rassembler et développer cet élan prolétarien, en arrivant à poser une véritable hypothèque sur la question de la prise du pouvoir.

Retraite stratégique et redéfinition dans les années '80

Dans ce processus, en Italie, les forces révolutionnaires se sont définies au fur et à mesure en opposition aux différentes dérives révisionnistes: définition des BR et de l'aire de l'Autonomie Ouvrière, (par rapport à la dérive des groupes extraparlimentaires inconséquents sur le plan de la stratégie révolutionnaire et, finalement, résorbés dans l'orbite institutionnelle) ; redéfinition des B.R. et des autres rares forces après la défaite de la phase de 1980/82 vis-à-vis de la dérive repentiste-dissociative ; redéfinition ces dernières années par rapport au "mouvementisme" prévalent et à un certain "marxisme-léninisme-maoïsme" inconséquent.

Pour notre part, à l'intérieur de l'aire révolutionnaire, en tant que parcours de construction, où le sigle PCP-M, plus qu'un nom formel, est un objectif concret à atteindre, nous provenons de ces différentes étapes et essayons d'en récupérer le meilleur, de le ré-élaborer dans des formes adéquates au présent.

1982 a été une année historique. C'est l'année où se sont révélés tous les nœuds politiques irrésolus du mouvement révolutionnaire, à l'apogée du grand cycle des années '70. La lourde défaite tactique imposa la fameuse « retraite stratégique ». Il n'était plus possible de continuer comme avant: il fallait réorganiser les rangs sur des positions soutenables.

Ce furent des années de grandes débandades: dissociation et capitulation se confondaient avec le recul général de la classe et avec l'émergence correspondante des phénomènes sociaux négatifs qui feront la nouveauté des années '80.

Un des facteurs qui a pesé sur la débandade des forces révolutionnaires a été les restructurations et

fermetures d'usines. Ce fut la grande occasion pour le patronat d'expulser les secteurs plus avancés dans la classe ouvrière. Le PCI et la CGIL se mobilisèrent aux côtés du patronat dans le travail de criminalisation des instances de classe avec le fichage massif des avant-gardes ouvrières, avec l'intoxication et les divisions au sein du mouvement ouvrier.

La bourgeoisie, après la phase de défensive des années '70, déploya ses contremesures de caractère répressif: lois spéciales, militarisation du territoire, arrestation en masses et torture des militants(e)s capturé(e)s.

Ce furent des années de réaction bourgeoise. La bourgeoisie qui avait tant maudit les années '70 exaltera ces années de désagrégation sociale croissante et de retour de pires instincts égoïstes et concurrentiels.

La réflexion, le débat les tentatives de redéfinition au sein du mouvement révolutionnaire furent difficiles et se prolongèrent dans le temps. Un moment important fut le débat interne aux B.R., qui aboutit à la séparation de ladite "deuxième position". Tandis que les B.R. proposaient une continuité substantielle et cohérente, la "deuxième position" voulait surmonter les limites évidentes qui étaient apparues dans le cycle qui s'était terminé.

Les limites de subjectivisme, c'est-à-dire d'une stratégie qui se démontra insuffisante à conduire un processus révolutionnaire, en tant que processus qui doit réussir à impliquer les masses, et cela en apprenant à agir sur les différents plans: stratégique et idéologique avant tout, en tant que moteurs fondamentaux, mais aussi sur les plans de la tactique, de l'expérience et de l'organisation des masses, des luttes économiques et mêmes culturelles, en sachant les ramener à une unité de buts et d'étapes politiques — en tant qu'unité tendancielle et non immédiate.

Ces limites sont aussi dues aux inévitables approximations de l'affirmation novatrice et historique de l'élément stratégique de la lutte armée. Cette affirmation essentielle qui redonnait corps à la voie révolutionnaire ici, dans les pays impérialistes, mais qui paya précisément le prix de sa jeunesse, des débuts.

Les limites du cadre international et de la phase. Dans la foulée de succès locaux, on a négligé la dimension internationale du processus révolutionnaire et le fait que ce n'est qu'en sachant apprécier les possibilités et les contraintes posée dans son aire géopolitique (mais aussi internationale), que l'on peut penser, sinon vaincre, du moins à un développement dans toute l'aire — en préparant le terrain pour des succès peut-être plus lointains mais plus sûrs.

C'est une question vitale, de première importance, pour toute tentative révolutionnaire. Il suffit de mesurer le poids que cela prend aujourd'hui au Népal, comme celui que cela a pris hier au Pérou. Cela signifie, pour synthétiser à l'extrême, qu'il ne faut pas foncer tête baissée, mais savoir manœuvrer en passant aussi par des phases de replis et de préservation des forces, en sachant gérer la confrontation politico-militaire sur le long terme et en évitant les dérives militaristes.

Cela se fut la grande erreur après l'enlèvement d'Aldo Moro: se retrouver avec une force grandissante mais sans la capacité politico-stratégique de la projeter sur une longue phase d'accumulation de forces et de développement de l'autonomie de classe. C'est pour cela que le saut au Parti, objectif toujours poursuivi mais jamais réalisé, était nécessaire.

C'est d'ailleurs autour de ce nœud décisif que l'on pouvait mesurer les différentes limites des stratégies que l'on suivait depuis les débuts. Surtout les limites du subjectivisme: on s'attardait trop au développement de l'affrontement, en espérant que la solution aux problèmes se trouvent dans l'élévation du niveau de l'affrontement, même si la conception selon laquelle on avance en développant la praxis dans le vif de la lutte est positive, alors que le progrès est aussi question de définition politico-idéologique à approfondir et à élargir.

Faire le saut du Parti cela signifie aussi: réaliser un saut décisif de qualité dans la définition politico-idéologique, en élargir l'horizon (historique et international), élaborer un projet stratégique capable de tenir sur une longue période. Au lieu de cela s'imposa l'escalade militaire, avec les résultats que l'on connaît. Sur ce point, la « deuxième position », en allant à fond dans l'analyse de forces actuelles dans le camp révolutionnaire international et en revenant aussi à la valorisation des références MLM, en tirait les conclusions sur le plan de la dynamique du processus révolutionnaire dans les centres impérialistes.

Et avant tout, la distinction entre phase non-révolutionnaire, phase révolutionnaire en développement et phase de crise révolutionnaire. Cette distinction fondamentale signifie fonder objectivement, c'est-à-dire sur les possibilités matérielles d'une situation donnée, le processus révolutionnaire, et non le fonder sur les forces accumulées dans un cycle de lutte comme celui allant de '68 à '80. Ces forces, pour considérables qu'elles soient, ne peuvent suffire si la situation n'est pas révolutionnaire. Comme Lénine a dû le définir :

« Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, d'une façon générale, les indices d'une situation révolutionnaire? Nous sommes certains de ne pas nous tromper en indiquant les trois principaux indices que voici :

1) Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée; crise du "sommet", crise de la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que "la base ne veuille plus" vivre comme auparavant, mais il importe encore que "le sommet ne le puisse plus".

2) Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.

3) Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui se laissent tranquillement piller dans les périodes "pacifiques", mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble que par le "sommet" lui-même, vers une action historique indépendante.

(...) C'est l'ensemble de ces changements objectifs qui constitue une situation révolutionnaire. (...) la révolution ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous les changements objectifs ci-dessus énumérés, vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir: la capacité, en ce qui concerne la classe révolutionnaire, de mener des actions révolutionnaires de masse assez vigoureuses pour briser complètement (ou partiellement) l'ancien gouvernement, qui ne "tombera" jamais, même à l'époque des crises, si on ne le "fait choir". » (Lénine : La faillite de la IIe

Internationale).

C'est donc la détermination concrète d'une situation révolutionnaire, le moment où l'initiative subjective du Parti peut se poser comme objectif concret le renversement de l'Etat bourgeois, la prise du pouvoir et sa défense (plus ou moins prolongée) par la guerre civile.

L'importance de ces précisions de Lénine consiste à avoir distingué le rôle et le poids des forces, parmi lesquelles les forces objectives recouvrent un rôle fondamental. En absence de ces conditions objectives tout "assaut au ciel" ne serait fondé que sur la volonté, sur la détermination subjective. Et c'est ce qu'on pouvait conclure comme évaluation générale sur les coups de forces opérées en Italie entre '78 et '82. Autant cela a été une bataille juste que d'affirmer la lutte armée comme forme concrète de la politique révolutionnaire aujourd'hui, autant une situation révolutionnaire n'était par encore déterminé. L'affrontement et la construction politico-militaire devaient s'articuler et s'étaler sur des temps plus longs, en considérant la manière dont la crise générale capitaliste traine.

Il fallait plus précisément comprendre la grande différence dans le développement du processus révolutionnaire dans les pays du centre impérialiste et dans les pays de la grande périphérie, opprimés par l'impérialisme. Pour ces derniers, on peut dire que les conditions objectives sont fréquemment proches de la situation révolutionnaire, tant s'y produisent régulièrement des explosions populaires et des insurrections armées. Tandis qu'à l'évidence, dans les centres impérialistes, la richesse accumulée par le pillage mondial et historique, la force économique qui en résulte, la solidité et la présence de l'Etat sur le territoire, déploient des capacités bien autres de prévention et de contrôle du conflit social.

La force économique a permis l'élargissement des classes moyennes et même d'un minimum de bien-être aux couches supérieures de la classe ouvrière, en diluant ainsi la contradiction de classe, et en permettant un contrôle social plus "pacifique", diffus et efficace. Cela a aussi permis la transformation de la collaboration de classe, conduite par les révisionnistes et les réformistes, sous les formes et structures de cooptation corporative. C'est notamment le cas des couches supérieures des institutions du vieux mouvement ouvrier qui se sont intégrées au système de pouvoir économique et politique (que l'on ne pense qu'aux coopératives).

Cela, ainsi que d'autres phénomènes, ont formé la substance de "l'Etat de contre-révolution préventive", ajoutant à la répression et à la prévention les contrôle/cooptation/corruption servant à s'opposer préventivement à la tendance révolutionnaire propre à la classe. La "situation révolutionnaire" mûrit beaucoup moins fréquemment et suite à une longue gestation.

La distinction des facteurs et des forces déterminant la "situation révolutionnaire" a permis une autre réflexion fondamentale: celle de la relation entre la dynamique de masse et la dynamique subjective des forces révolutionnaires (du Parti). Puisque sur ce plan également, la confusion avait été considérable. On tendait à la confondre, à l'aplatir, à voir le processus révolutionnaire comme une accumulation linéaire de forces de masse et d'avant-garde.

La "deuxième position" critique la "stratégie guérillera" selon laquelle tout tourne autour de la construction de l'Organisation, « en relation avec les instances de l'autonomie de classe » bien

entendu, mais sans entrer à fond dans les problématiques de la dynamique de masse, sans considérer que l'organisation de masse n'est pas seulement terrain de soutien et alimentation pour l'organisation, mais qu'elle doit être une force en tant que telle, "indépendante", capable de devenir sujet révolutionnaire lors de la "phase de crise révolutionnaire". C'est à dire de devenir ce "soviet" qui comme l'histoire nous l'a appris, sont protagonistes essentiels, avec le Parti, de la victoire. Le développement de cette thématique — le rapport Parti/masse — deviendra extrêmement intéressant au fil des années parce que, comme on sait, les événements internationaux ('89...) ont été un séisme qui a obligé à reconsidérer à fond notre histoire. Le recul idéologique global sur des positions spontanéistes- mouvementistes a obligé à considérer plus scientifiquement le rôle du Parti.

En tant que dialectiques, il faut développer le rapport de réciprocité :

1- le rapport Parti/masse est entre deux sujets et non pas entre sujet (actif) et objet (passif).

2- Dans ce rapport, le Parti est l'aspect principal parce qu'il est le porteur d'idéologie, de programme, de stratégie et de ligne politique qu'en tant sujet qui élabore et synthétise l'expérience historique des masses. Il est le porteur des objectifs et du projet révolutionnaire. Pourtant les masses en sont les protagonistes sans lesquelles aucun processus révolutionnaire n'est concevable. Protagoniste qui prendra au fur et à mesure plus de conscience et de rôle en portant l'élan social qui concrétise l'intérêt antagoniste de la classe prolétarienne.

3- Le contenu de la transition révolutionnaire au socialisme consistera aussi en la progressive accession à toutes les fonctions sociales de la part des masses organisées. Ce qui n'advient pas facilement, mais dans le vif de la lutte de classe et sous la forme de révolutions culturelles successives, ce que permettra de fonder matériellement et dialectiquement le processus d'extinction de l'Etat et du Parti.

Finalement, à la fin des années '80 et ensuite dans les années '90, la « deuxième position » développa une élaboration et amorça une pratique en dépassement de la « stratégie guérillera » qui, trop centrée sur le fait organisationnel, s'interdit une authentique dialectique avec les masses.

Nous croyons que cela a été une étape politique juste et nécessaire, parce qu'elle permet de réactiver une dynamique et un enracinement au cœur de la classe ouvrière, du prolétariat. En rendant compte du rôle de chacun, en construisant de façon que puisse s'exprimer une véritable dialectique, il sera aussi possible de surmonter le préjugé et méfiance anti-parti (aujourd'hui diffuse) — justement parce qu'il faut dépasser certaines erreurs du passé, en particulier l'arrogance dogmatique et idéaliste.

Enfin la question de la lutte armée. Comment fallait-il la requalifier suite à la lourde défaite des années '80? La grande erreur, qui fut d'absolutiser une instance correcte, était induite par les différentes erreurs que nous avons traitées: incompréhension du caractère objectif des phases et du cours prolongé de la crise générale capitaliste, et donc des possibilités et des limites matérielles pour le processus révolutionnaire ; surévaluation de la dynamique des masses et du rapport parti/masses.

Essayer d'approfondir ces questions a signifié avant tout refuser les différents liquidationnismes et

le retour en arrière aux petits partis "marxistes-léninistes" légalistes et purement idéologiques, signifia affronter que même dans les phases non révolutionnaires il est nécessaire et possible de greffer l'emploi de la lutte armée, à des degrés et intensité bien différentes naturellement, parce que une politique révolutionnaire est, en contenu et forme, une politique armée. Par ailleurs il fallait décidément remodeler son utilisation.

Et précisément, pour toute la phase de démarrage et d'affirmation du processus révolutionnaire, il faut bien éclaircir que « l'utilisation des armes est pour faire de la politique ». Alors que dans les phases montantes de ce processus, la lutte armée répond aussi à des exigences proprement militaires (attaque et désagrégation des forces réactionnaires), dans la phase de démarrage, la grande exigence est politico-idéologique. C'est ce qui est aussi défini comme la phase de la "propagande armée".

A l'époque de l'impérialisme, l'affrontement des classes s'approche toujours plus du moment décisif et, logiquement, la contre-révolution élève le niveau de violence en essayant de prévenir l'offensive prolétarienne (et pas seulement épisodiquement, comme conséquence des attaques subies).

La « théorie de deux temps » – accumulation de forces par des méthodes pacifiques, ensuite insurrection – qui eut grand cours dans la phase de développement capitaliste de l'après-guerre est absolument hors jeu. Il faut en prendre acte, en tirer les conséquences. Il ne s'agit pas seulement, ni principalement de répondre (c'est-à-dire de réagir à une répression sophistiquée), mais de tenir ce terrain qui logiquement et inévitablement doit être tenu étant donnée l'actuelle forme du conflit de classe.

Ces postulats, fruits de la réélaboration de l'expérience du cycle précédant, vont s'intégrer à ceux provenant des pointes avancées du processus révolutionnaires dans le monde. Tant le Parti péruvien (le PCP-SL) que le népalais (PCN-M) ont revu certaines interprétations maoïstes, très sceptiques sur les possibilités révolutionnaires dans les centres impérialistes et qui confinaient les communistes à une phase indéterminée d'accumulation pacifique de forces. Tout particulièrement Gonzalo (dans une fameuse interview de '88) reconsidérerait certaines évaluations liquidatrices fournies par le MRI sur la lutte armée en Europe.

Tout en gardant la critique aux différentes limites de subjectivisme et d'éclectisme, il réévaluait ces expériences de lutte armée dans le but d'arriver à déclencher un processus révolutionnaire, en considérant notamment l'approfondissement de la crise générale historique du capitalisme et la nécessité de trouver une perspective pour la vague révolutionnaire à venir, dans les centres impérialistes également. Dans ceux-ci, évidemment, il s'agit encore de trouver la voie concrète, l'articulation spécifique pour la GPP: pour cela, les expériences de luttes armées ont été en quelques sortes une anticipation concrète où puiser et apprendre.

Bien entendu, ces expériences sont à considérer à l'aune de la stratégie de la GPP en tant que doctrine générale, synthèse des acquis de caractères universel du mouvement communiste international, jusqu'à aujourd'hui. Il faut considérer que les marges d'applications sont bien différentes de région à région et que les expériences de luttes armées se sont démontrées fort utiles pour concrétiser la voie révolutionnaire dans les centres impérialiste. Les deux partis sont revenus

sur cette réélaboration en d'autres occasions, au cours des dernières années. Comme le disent les camarades népalais: « En outre, après 1980, il y a eu un significatif changement dans la conception prévalente du modèle révolutionnaire.

Aujourd'hui, il est devenu essentiel de concevoir la stratégie de l'insurrection et celle de la GPP comme fortement liée en un modèle unique. Si nous ne les comprenons pas en ces termes, une vraie révolution est presque impossible dans n'importe quel pays » (Le grand saut en avant: une inévitable nécessité de l'histoire, PCN-M, février 2001).

Enfin, un passage formel a été le passage de la référence historique au PCC (Parti Communiste Combattant) à cette nouvelle formulation: PCP-M (Parti Communiste Politico-Militaire). Formulation qui rend compte, en un certain sens, du chemin fait, de la différence de conception dépassant la matrice originelle « lutte-arméiste » de type subjectiviste. En fait, le PCC est la forme exprimée par la « stratégie de la lutte armée », par la « stratégie guérillera ».

Du point de vue de la substance, PCP-M veut dire: mettre l'accent sur la dimension globale de l'affrontement, sur la synthèse nécessaire de différents éléments, sur le fait que sans cette synthèse ne peut exister ni de Parti, ni de politique révolutionnaire — et sur le fait que la politique prime sur le militaire. Cela veut dire mettre en évidence les rapports dialectiques internes qui régissent cette entité: le Parti. Soulignons encore que ce sigle trouve sa signification en tant qu'il explicite un objectif fondamental à atteindre, c'est-à-dire la nature et le caractère du Parti et de sa stratégie. C'est surtout une question de substance, au-delà de la forme nominale que cela pourra prendre dans le parcours à venir.

#### Centralité de la définition idéologique

Restituer avec plus d'exactitude l'expérience dans le contexte international et historique, ramenait aussi à une définition théorico-idéologique plus précise. En considérant qu'au cours des années '70 un certain éclectisme idéologique s'était affirmé.

Il avait été important, au début, de savoir regarder les expériences différentes et actuelles du mouvement communiste international, en visant une synthèse originale et critique par rapport aux erreurs du passé. Mais on a fini par puiser indifféremment à des apports contradictoires, en opérant des combinaisons improbables. Parmi bien d'autres, celle entre le foquisme guévariste et la théorie de la GPP de Mao.

Comprendre l'apport utile et dynamique de certaines expériences était sans aucun doute juste, mais à condition d'en discerner aussi les limites et les erreurs de conception, surtout idéologiques. Ce fut le cas avec les Tupamaros d'Uruguay et d'autres guérillas latino-américaines dans lesquelles était présente, à des degrés différents, une veine subjectiviste, en particulier militariste. Cette veine subjectiviste s'amplifia sur notre terrain de formation sociale impérialiste. La jeunesse du parcours et l'expérimentation nécessaire exposaient aussi aux risques de déviation, ce qui traversa les différentes composantes révolutionnaires. Ce sont sur ces déviations et glissements que la vague de dissociation prendra ensuite appui, en profitant et en approfondissant le défaut d'homogénéité et la fragilité idéologique.

La redéfinition idéologique devint ainsi un passage très important pour la réorganisation des rangs



révolutionnaires durant les années '90: reprise (critique) du patrimoine du mouvement communiste international et, en particulier, reconnaissance de sa synthèse assumée au niveau international, c'est-à-dire le marxisme-léninisme-maoïsme. Le rôle assumé par le processus révolutionnaire au Pérou, par la GPP que le PCP-SL a réussi à impulser et à développer avec une remarquable efficacité, a été fondamental en ce sens.

C'est justement dans les terribles années '80, années de contre-offensive réactionnaire virulente dans le monde, que le PCP-SL et sa GPP ont relevé le drapeau de la Révolution mondiale et fournit un grand apport idéologique en réélaborant et en relançant le M-L-M. La rigueur et la clarté idéologique avec lesquelles le PCP-SL a assumé cette tâche est un mérite indiscutable, une contribution certaine à la reprise du mouvement communiste international.

Cette nouvelle avancée confirmait d'ailleurs également que l'épicentre révolutionnaire est encore aujourd'hui la grande périphérie des peuples opprimés et dépendant de l'impérialisme — le Tricontinent — et que la contradiction principale est celle qui oppose peuples opprimés et impérialisme. Ce qui renvoie à la grande question déjà traitée sur les temps de maturation de la phase révolutionnaire dans les centres impérialistes, et à la capacité de développer la stratégie spécifique durant ces temps, et de façon organique, en fonction de la centralité de la Révolution dans les périphéries.

Disons que le nouvel apport péruvien, et la redéfinition M-L-M plus générale, ont donné lieu à des résultats différents: à de nouvelles formes de dogmatisme par exemple, à des triomphalismes déplacés, à de l'idéalisme. Cela est encore compensé par la réalité révolutionnaire dans certains cas (dans les aires où la GPP est enracinée), mais ici, cela a donné lieu à des résultats grotesques de groupes aussi grandiloquents qu'opportunistes dans la pratique.

Ces groupes qui se sont bien gardés de toute pratique armée et qui font véritablement œuvre d'imposture, en arrivant à proclamer la GPP, au moment de la constitution de leurs soi-disant partis: (n)PCI, Parti des CARC, PCM d'Italie... pour révéler une GPP menée à coup de bulletins électoraux!

Modestement, nous pensons que — surtout après les mésaventures qui ont suivi la dégénérescence définitive de l'ex-camp socialiste — le mouvement communiste doit récupérer un style plus modeste et scientifique. Scientifique, cela veut dire justement le contraire de ces attitudes triomphalistes, arrogantes, de prétendue supériorité. Cela veut dire assumer les différentes contradictions et limites héritées du passé, les affronter, essayer de les comprendre et, avec une approche scientifique précisément, trouver des solutions. En sachant aussi que la méthode scientifique comporte aussi beaucoup d'expérimentations, qu'elle approche de la vérité par approximations. L'apport même de la révolution chinoise et du maoïsme connaissent des limites: la révolution culturelle n'a-t-elle pas été défaite?

Cette question de « méthode » nous ramène à une précédente: le rapport parti/masses. Il faut cesser de se présenter, en tant que parti, comme protagoniste exclusif, dirigeant toujours et partout. Il faut aussi permettre à la dynamique de masse de trouver sa place dans une dialectique authentique et saine: le Parti s'affirme quand il en est capable (et pas par droit statutaire), dans la mesure où il sait

s'acquitter de son rôle (et qui ne peut l'être au niveau des masses), sinon l'on risque les notoires dérives autoritaires/dogmatiques.

Avec ceci d'aggravant qu'aujourd'hui la méfiance envers ces dérives est bien plus présente et qu'il faut, justement, savoir y répondre si l'on prétend être Parti. Il faut la conscience que le rôle dirigeant ne se proclame pas, mais qu'il est le résultat de la vérification concrète, dans la praxis, et qu'il n'est pas acquis de manière permanente. Sur toutes ces questions, l'apport actuel des partis népalais et indien est très intéressant, autant que celui du péruvien qui a dû surmonter une phase de graves difficultés dues, en partie, à des problèmes de cet ordre.

Dans notre situation actuelle d'otages aux mains de l'ennemi de classe, nous ne sommes sûrement pas dans la condition de pouvoir donner à notre réflexion une synthèse en forme d'indications conclusives qui, nécessairement, plus que d'autres choses, demandent une vérification pratique et un bilan concret du travail d'enracinement et de construction organisationnelle. Pour cela, nous nous limitons à des considérations de caractère général, et à des éléments méthodologiques utiles au développement correct du travail.

Quelques considérations provisoires en conclusion

La révolution est mondiale dans son contenu et sa dynamique générale, elle est nationale dans sa forme spécifique. Cette thèse est notre boussole. Plus encore aujourd'hui, tandis que l'approfondissement de l'intégration mondiale entre les différentes aires s'accroît et impose une dynamique d'ensemble. Depuis les années '80, la crise générale capitaliste a donné l'impulsion à une énorme relocalisation de cycles productifs selon les critères du taux d'exploitation maximal possible — jusqu'à arriver à la situation actuelle où de nouveaux impérialismes se sont affirmés, et une classe ouvrière géante est présente sur tous les continents.

L'actuelle géographie du mouvement révolutionnaire international est clairement en correspondance avec cette nouvelle situation. Il traverse tout le Tricontinent, y compris les nouveaux impérialismes, tandis que dans les vieilles aires impérialistes comme la nôtre, la dynamique est encore différente et, dans une certaine mesure, séparée.

Ce qui pourtant ne doit pas nous empêcher d'évaluer les expériences avancées et d'en reconnaître les apports de caractère international et universel. Le principal en est: la voie révolutionnaire est possible et la GPP est la stratégie universellement valable pour les peuples et les classes opprimées. Bien que complexe, et alors que son articulation en formes spécifiques aux vieilles aires impérialistes soit à "expérimenter", cette stratégie est possible, et sa concrétisation est l'élément de force qui peut nous unir au puissant fleuve du mouvement révolutionnaire internationaliste.

Aujourd'hui, en Italie, dans l'aire euro-méditerranéenne, on commence à distinguer les prémisses de la vague révolutionnaire, mais les prémisses seulement. Cela signifie que l'on peut travailler aux conditions subjectives, qu'il faut apprendre, dans toutes les directions.

Justement parce que la révolution, ici, est encore arriérée, la solution de problèmes et de définitions politico-idéologiques doivent être affrontée de la manière la plus scientifique possible. Une conséquence de cette situation arriérée des forces révolutionnaires, c'est l'hégémonie

révisionniste/réformiste sur la classe. Cette hégémonie est le reflet superstructurel du rapport de domination impérialiste. Sur cette vérité, nous devons développer une conception classiste de la contradiction impérialisme/nations opprimées.

Il faut comprendre à quel point ce nœud est lié à la contradiction de classe dans les pays impérialistes, et comment les deux contradictions, en se développant, se nourrissent réciproquement. Dans notre situation spécifique, la synthèse que nous pouvons essayer d'opérer se base sur les apports précédents et sur les possibilités nouvelles que la phase historique nous présente.

Les communistes disposent de certains éléments fondamentaux de compréhension de la réalité du mode de production capitaliste, et donc du possible parcours pour parvenir à son renversement. Il y a des éléments importants, mais qui ne doivent pas être contemplés de façon idéalistes comme le font les dogmatiques. Contre ces derniers, il faut développer la lutte idéologique, en posant la nécessité de la praxis comme vérification suprême.

Donc la chose la plus importante est de réussir à formuler et indiquer dans la praxis quelques pas à faire dans cette phase et affronter la définition de stratégie et ligne politique. S'il est difficile d'imaginer quelle sera la concrétisation spécifique de la GPP dans les vieux pays impérialistes (puisque'il n'y a pas de précédent historique suffisant) et donc si c'est de l'idéologisme creux (et de l'opportunisme concret) de proclamer la GPP comme pure scénographie imaginaire, il est par contre possible et nécessaire d'indiquer dans la pratique à la classe quelques pas de démarrage, d'ouverture du chemin.

Dans cette perspective, il est alors utile d'analyser la situation et les expériences révolutionnaires de notre aire géopolitique pour en récupérer le fil rouge. Par exemple, il semble acquis qu'ici la dynamique de maturation de la phase révolutionnaire est bien différente que dans le Tricontinent, où la somme de l'oppression nationale de la part de l'impérialisme et de l'oppression de classe, a déterminé une situation sociale moyennement critique et chargée de développement révolutionnaire.

Historiquement cela a impliqué que l'apport théorico-pratique relatif à la construction concentrique des "trois instruments" de la révolution — Parti, Armée, Front — tout en étant de caractère universel, est marqué du fait qu'il a été forgé et qu'il s'est développé dans les expériences concrètes et spécifiques de GPP du Tricontinent.

A la double oppression dans le Tricontinent, correspond, en conséquence, une très large disponibilité populaire à l'action révolutionnaire, favorisée aussi par la moindre représentativité et solidité de l'Etat sur le territoire. Tout ce qui, historiquement et actuellement, favorise la construction de zones libérées par les forces révolutionnaires. Dans ce contexte, la possibilité de construire des zones libérées est décisive tant pour la GPP que pour sa phase préparatoire. La possibilité concrète de développement de la GPP, dirigée par les partis communistes, amène aussi à façonner quelques formes de l'organisation des masses. C'est-à-dire qu'elle met le Parti en condition d'agir efficacement sur la dialectique entre les formes stratégiques et les formes tactiques, de diriger la guérilla et façonner les organismes de masses, en alimentant ainsi le processus jusqu'à la construction d'embryons de nouveau pouvoir populaire et d'armée populaire de libération.

Ce processus de construction d'un nouveau pouvoir se caractérise par l'existence d'un large éventail social intéressé par l'objectif de la libération nationale contre l'oppression impérialiste et les rapports sociaux semi-féodaux qu'il entretient. Un front dans lequel convergent également des forces de types bourgeois, et qui peut être dirigé par les communistes selon la conception maoïste de Révolution de Nouvelle Démocratie (révolution démocratique bourgeoise dirigée par la classe ouvrière, à travers le PC).

Pour nous, dans les vieux centres impérialistes, le problème se pose différemment. Ici, il est immédiatement question de révolution prolétarienne socialiste, et les problèmes à résoudre concernent la concrétisation de ses formes et parcours sans pouvoir compter sur les "avantages" relatifs présents dans les formations sociales de la périphérie. Ici, le parcours à faire est entièrement interne aux dynamiques politico-sociales métropolitaines. Il ne peut pas s'appuyer sur la formation d'un nouveau pouvoir, sinon compris comme force grandissante de l'autonomie de classe et de la disponibilité à l'affrontement.

Le développement politico-organisationnel est coude à coude avec la contre-révolution, dans une situation d'encerclement visant à des ruptures et à des sauts en avant de maturation d'ensemble de la classe — jusqu'au passage décisif, à savoir la précipitation d'une phase révolutionnaire où apparaît la disponibilité de secteurs importants des masses à l'affrontement pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie impérialiste.

A la différence de la forme de GPP pratiquée dans le Tricontinent, dans les métropoles impérialistes, le caractère politique de l'affrontement et de la construction organisationnelle sera dominant, et c'est la précipitation de la phase révolutionnaire qui déterminera les conditions objectives pour le saut subjectif à la véritable guerre révolutionnaire. En ce sens, l'exemple plus proche de nous reste celui de la Révolution russe où le caractère classiste fort, centré sur les agglomérations urbaines-industrielles, détermina un déroulement de la GPP à l'envers, avec en premier la maturation de l'affrontement politico-militaire dans les villes (avec y compris, justement, une pratique armée de Parti), ensuite l'insurrection, et enfin trois années de guerre civile avec la conquête des campagnes et du pays.

La Révolution russe a également suivi les étapes d'une GPP, bien que ce fut une GPP pas encore formulée théoriquement (ce qui sera mérite spécifique de Mao et du PCCh), mais bien réelle dans sa substance.

Dans les anciennes métropoles impérialistes même la distinction même en trois phases prendra des caractères différents que dans le Tricontinent. On peut supposer que l'équilibre s'efface largement, que la défensive très prolongée, marquée par l'accumulation de forces révolutionnaires, se transforme rapidement en offensive caractérisée par des assauts de type insurrectionnel.

Dans ce schéma, l'initiative d'attaque se qualifie en tant que trait constitutif, en tant qu'instrument essentiel du Parti prolétarien qui lutte pour le pouvoir, mais dans une dimension d'affrontement politique entre les classes tendant à la guerre.

Mais pas encore "guerre"! Car on ne peut pas parler de guérilla comme de "guerre de basse

intensité", mais bien plutôt d'initiative d'attaque comme moyen de lutte politique, de politique avec les armes.

Dans l'expérience italienne du cycle 70/80, un grand saut en avant du mouvement révolutionnaire consista dans l'inversion du schéma lutte économique/lutte politique, dans la compréhension qu'il faut se donner les moyens pour "faire de la politique" pour poser concrètement le terrain de l'affrontement classe/Etat. Cela en valorisant le plan de la lutte économique, capital/ travail ; justement dans la mesure où on le synthétise sur le plan supérieur général ; et en dépassant l'écueil économiste/syndical au sein de la classe ouvrière.

Faire de la politique au sens léniniste, ce n'est pas une agitation générale de principes idéologiques, mais bien plutôt savoir les traduire entre une stratégie et une praxis qui pèsent concrètement sur le rapport de force général entre les classes. Sans l'élément stratégique, l'accumulation de forces est sans base matérielle de construction, elle tourne à vide, et finit par tomber dans l'économisme et/ou se subordonner à la politique institutionnelle bourgeoise. On peut dire que l'enracinement du parti au sein de la classe n'est pas le présupposé pour « faire de la politique », il en est plutôt un de ses objectifs.

L'avant garde communiste organisée n'arrive à exprimer la direction politique dès le début de son activité qu'à la condition de développer ce rôle, de poser le terrain stratégique.

Dans les phases non-révolutionnaires précédentes, la direction politique ne peut être comprise que comme orientation générale vers la classe, et pas encore comme vraie capacité de mobilisation des masses. Ce qui n'est pas moins important. C'est ce qu'on peut faire dans les limites et conditions objectives données et préparer le saut qualitatif subjectif possible de la phase révolutionnaire, en suivant le principe léniniste, selon lequel le parti "profite" des phases non révolutionnaires pour s'organiser. Dans ce contexte le travail d'enracinement de masse finalisé au processus révolutionnaire (et non finalisé sur soi-même), et donner des éléments d'orientation et maturation, n'est pas non plus possible si le Parti ne se constitue pas autour du pivot politico-militaire, porteur du terrain stratégique de l'affrontement.

Cette conception correspond par ailleurs également aux actuelles conditions socio-économiques de la composition de classe, de la fragmentation croissante de la réalité métropolitaine. En fait la division sociale du travail plus complexe et la mondialisation des cycles productifs ont, entre autres, déterminés la segmentation et l'isolement de différents intérêts immédiats. La recomposition de classe est devenue bien plus difficile, agissant seulement en suivant des lignes internes aux luttes de masse.

Celles-ci, bien entendu, constituent une base essentielle, mais le poids spécifique, le rôle de l'avant garde politique dans le développement de la dialectique entre parti et masses, a sûrement augmenté. Face aux conditions de fragmentations, et même d'opposition entre les intérêts immédiats, seule une action politique qui pose l'intérêt général de classe peut essayer de renverser cette faiblesse, en ouvrant le terrain d'affrontement politique entre les deux classes. C'est-à-dire, ce n'est qu'en conjuguant défense et attaque, qu'en posant une stratégie d'attaque aux forces bourgeoises et à l'Etat, que l'on peut penser recomposer les forces de classe, construire une unité substantielle et

authentique.

Le Parti communiste, basé sur l'unité politico-militaire, signifie construire le rapport parti/masses en termes concrets. Parce que cela signifie que le parti offre dans cette relation dialectique, d'unité et de distinction, des instruments que les masses et leurs mouvements ne peuvent pas se donner spontanément. Donc le parti est le pôle principal d'une relation dialectique, d'une contradiction qui voit, à l'autre pôle, l'action irremplaçable des masses: voilà la substance même du processus révolutionnaire, l'axe porteur, le moteur de toute révolution.

L'histoire est pleine d'erreurs et de déviations sur cette relation décisive: erreurs et déviations qui ont mené à la faillite nombreuses expériences révolutionnaires. Les plus importantes sont le subjectivisme et le dogmatisme, toutes deux formes de l'opportunisme. Ils ne voient pas la dialectique et tendent à l'absolutisation, à l'exaltation idéaliste d'un des aspects: soit sous la forme du mouvementisme spontanéiste, soit sous celle du fidéisme partitiste.

Aujourd'hui, comme conséquence de ces sous-produits du révisionnisme, la méfiance vis-à-vis de l'exigence du Parti prévaut, tout comme prévalent le mouvementisme et un pluralisme hypocrite, qui se traduisent par une subordination à l'idéologie bourgeoise qui maintient les mouvements cloués au cadre institutionnel et aux "revendicationisme". A cela s'ajoute le renoncement à un niveau supérieur d'affrontement, conséquence du recul idéologique sur la question du pouvoir (éludée et/ou diabolisée) et ainsi prévaut le pacifisme hypocrite, cultivé par toutes les composantes réformistes qui sont parties intégrantes du système militariste-faiseur-de-guerre.

De l'autre côté la tendance idéalisant le Parti doit aussi être critiquée, déviation qui a provoqué pas mal de dégâts dans le passé, nourrissant en plus la dégénération révisionniste.

Le Parti n'est pas le protagoniste exclusif de la révolution, il en est protagoniste qu'en unité et qu'en fonction de la mobilisation révolutionnaire des masses. Parti et masses sont essentiels dans la dialectique de rôles qui sont distincts et nécessairement liés. Quand l'un des deux fait défaut, cette intégration vitale du parcours révolutionnaire ne fonctionne pas. Les révolutions russe et chinoise restent, à ce titre, des exemples historiques de l'interaction Parti/masses.

Bien entendu, la phase de transformation des organismes de masses en "soviets" est celle où se détermine une précipitation révolutionnaire, le passage de secteurs décisifs de masses à la lutte pour le pouvoir. Mais, évidemment, tout le travail précédent d'accompagnement et de maturation de niveau d'auto-organisation de masses il est important. Seules la prise du pouvoir et le démarrage de la transition socialiste initieront l'authentique transformation sociale, qui fonderont matériellement la possibilité d'approfondissement de plus vastes formes d'auto-gouvernement, d'auto-organisation sociale.

Cela n'a pas été et cela ne sera pas un processus linéaire, simple, mais il sera plutôt caractérisé par des sauts dans la lutte de classe sous la forme de révolutions culturelles ; dans un mélange démolition/construction dans le champ décisif des rapports sociaux de production et dans la conduite de la guerre contre l'impérialisme.

La réalité du conflit social suivant la prise du pouvoir et le développement de la dialectique entre les objectifs de la transformation sociale et le mode organisationnel pour les réaliser, rend nécessaire ce

qui a été défini comme "dictature du prolétariat". La dictature du prolétariat est nécessaire à la destruction du pouvoir de la bourgeoisie, à la naissance de l'Etat socialiste — forme institutionnelle de la transition au communisme.

Dans cette transition, parallèlement à l'élimination de la division en classes, se réalise aussi l'extinction de l'Etat en tant qu'instrument de domination d'une classe sur une autre, en tant que machine d'oppression de classe. Et au même moment, la nécessité du Parti, en tant qu'instrument de la lutte pour le pouvoir du prolétariat, devient moindre.

La force de la classe se construira aussi dans cette situation, à partir de la capacité de poser les objectifs généraux dans le contexte des luttes pour la résolution de questions immédiates.

Comme Marx l'a dit dans Misère de la philosophie :

« Dans le principe, un portefaix diffère moins d'un philosophe qu'un mâtin d'un lévrier. C'est la division du travail qui a mis un abîme entre l'un et l'autre ».5

Aujourd'hui, si nous ne luttons pas pour le pouvoir, nous sommes chiens à la chaîne de la division du travail capitaliste.

Dans le socialisme, nous devons tracer concrètement le parcours pour éliminer la division sociale du travail, pour devenir manœuvre et philosophe, réunis dans chaque personne, libre finalement des chaînes de l'oppression du salariat.

Dans cette plénitude, être partie prenante du nouveau système de production sociale, consciemment et collectivement organisé, finalisé au bien être et à la libération sociale.

---

52e partie, chapitre 2.

**LA CRISE CAPITALISTE AMÈNE LA GUERRE ET LA MISERE**

**CONSTRUISONS LES TERMES POLITICO-ORGANISATIONNELS DE LA RÉVOLUTION**

**CONSTRUISONS LE PARTI COMMUNISTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE DANS L'UNITÉ DU POLITICO MILITAIRE!**

**TRANSFORMER LA GUERRE IMPÉRIALISTE EN GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE DE CLASSE!**

**MORT À L'IMPÉRIALISME, LIBERTÉ AUX PEUPLES!**

**LUTTER POUR L'EXTINCTION DES CLASSES, LUTTER POUR LE COMMUNISME!**

Les militants pour la constitution du Parti Communiste Politico-Militaire:

Bortolato

Davide,

ouvrier

métallurgiste

